

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3176

[2009/204053]

**18 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de compostage lorsque la quantité de matière entreposée est supérieure ou égale à 500 m<sup>3</sup> et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relative à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8, 9, 17, 55 et 65, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales;

Vu l'arrêté du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'avis 46.115/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 avril 2009 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, qui, à l'origine, ont été prises en exécution de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, aujourd'hui abrogée, trouvent désormais leur fondement légal dans les dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement qui habilite le Gouvernement à arrêter des conditions générales au sens du chapitre I<sup>er</sup>, section III, de ce décret;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, § 2, alinéa 3, du décret du 11 mars 1999, le Gouvernement ne peut, lorsqu'il arrête des conditions sectorielles, s'écarter des conditions générales, qu'à la condition de motiver cette dérogation;

Considérant, à l'heure actuelle, que l'arrêté royal du 3 août 1976 est en partie désuet; qu'en effet, certaines de ces dispositions ont été reprises par le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau (chapitre VI - Règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires) pour les eaux usées domestiques et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Considérant que certains paramètres visés par l'arrêté royal du 3 août 1976 ne sont aujourd'hui plus pertinents, ne sont pas applicables à l'ensemble des secteurs d'activité, ou font référence à des méthodes d'analyse aujourd'hui interdites dont, notamment :

- le test de putréfaction au bleu de méthylène, paramètre abandonné;
- les hydrocarbures extractibles au tétrachlorure de carbone, dont l'analyse est aujourd'hui interdite et remplacée par une nouvelle méthode;

Considérant, enfin, que la non-application de l'arrêté royal du 3 août 1976 permet de limiter le nombre de textes réglementaires applicables à un établissement, répondant ainsi à la volonté du Gouvernement wallon d'adopter un programme de rationalisation et de simplification administrative;

Considérant que le présent arrêté a été communiqué à la Commission européenne conformément à l'article 8 de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information; qu'elle n'a pas émis d'observation;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux installations de compostage lorsque la quantité de matière entreposée est supérieure ou égale à 500 m<sup>3</sup> visées à la rubrique 90.23.11.02 et 90.23.11.03 et aux déversements d'eaux usées industrielles des installations de compostage visés par la rubrique 90.10.01 de l'annexe I<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

**Art. 2.** Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1<sup>o</sup> compostage : le processus de décomposition biologique autotherme et thermophile en présence d'oxygène et dans des conditions contrôlées de biomatière, sous l'action de micro et de macro-organismes, afin de produire une matière humique stable, hygiénisée, riche en matière organique, appelée compost;

2<sup>o</sup> biomatière : tout déchet, substance ou matière décomposable par voie aérobie ou anaérobie;

3<sup>o</sup> matière entreposée : l'ensemble des biomatières, matières et composts présents sur le site;

4<sup>o</sup> prétraitement : l'ensemble des opérations relatives à la réception, à la préparation et au stockage des biomatières avant leur introduction dans le compostage;

5<sup>o</sup> installation fermée : une installation dans laquelle les parties du prétraitement et du compostage générant des nuisances olfactives sont confinées et pour laquelle l'air ambiant fait l'objet d'un traitement physique, chimique ou biologique avant réintégration dans l'environnement extérieur;

6<sup>o</sup> maturation : la phase finale du compostage qui suit la phase de dégradation de la matière organique et permet la stabilisation du produit;

7<sup>o</sup> administration : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, représentée par son Directeur général ou son délégué;

8<sup>o</sup> andain : une disposition de biomatières mise en place pour le processus de compostage et le stockage;

9° Concentration odeur : la concentration odeur exprimée en unité odeur (ou), exprime le facteur de dilution qu'il a fallu appliquer au mélange odorant pour atteindre le seuil de perception d'un individu moyen;

10° concentration Odeur Européenne (ouE/m<sup>3</sup>) : la concentration odeur qui exprime le facteur de dilution qu'il a fallu appliquer au mélange odorant pour atteindre le seuil de perception (50 % de probabilité de détection) d'un jury calibré dans des conditions de mesure normalisées (23 °C, 50 % RH). L'échantillonnage et la quantification de l'odeur au seuil de perception sont standardisés par la norme NBN EN 13725;

11° établissement existant : l'établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. L'établissement pour lequel une demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est assimilé à un établissement existant. La transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un établissement existant.

#### CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. L'installation de compostage n'est pas accessible aux personnes non autorisées par l'exploitant.

§ 2. L'installation de compostage est entourée d'une clôture d'une hauteur minimale de deux mètres. D'autres moyens matériels solides et placés à demeure peuvent être utilisés pour autant qu'ils assurent un degré de protection et de sécurité équivalent à celui de la clôture susvisée.

§ 3. Les voies d'accès à l'installation de compostage sont fermées au moyen d'une porte ou d'une barrière maintenue close en dehors des heures d'ouverture. Celle-ci ne peut rester ouverte que sous la surveillance de l'exploitant ou de son préposé.

**Art. 4.** L'installation de compostage d'une capacité supérieure à 1 000 m<sup>3</sup> de matières entreposées est équipée d'un pont-basculé étalonné avec enregistrement automatique.

Les véhicules chargés entrant ou sortant de l'installation de compostage passent obligatoirement sur le pont-basculé.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Une aire de stationnement est aménagée pour les véhicules en attente d'être déposés.

§ 2. L'entrée et la sortie, l'aire de stationnement ainsi que les voies de circulation intérieures de l'installation de compostage sont conçues et réalisées de manière à éviter tout risque d'encombrement ou d'accident dans l'installation et sur la voie publique.

§ 3. L'aire de stationnement et les voiries à l'intérieur de l'installation de compostage sont recouvertes d'un revêtement solide et sont nettoyées régulièrement de manière à ce que la circulation des véhicules ne provoque pas l'émission de poussières ou de boues.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. L'installation de compostage est séparée, physiquement s'il échet, des installations autres que de compostage gérées par l'exploitant sur le site. Les flux de déchets destinés aux autres installations du site ne peuvent traverser la zone réservée à l'installation de compostage.

§ 2. L'installation de compostage comporte au moins :

1. une aire destinée au prétraitement des biomatières;
2. une aire se composant de tous les équipements et ouvrages utiles au compostage et dimensionnée de manière à garantir un temps de séjour suffisant pour assurer l'obtention d'un produit fini de qualité;
3. une aire de tamisage;
4. une aire d'entreposage des composts en attente d'évacuation.

§ 3. Les aires sont recouvertes d'un matériau étanche et résistant mécaniquement et chimiquement en vue d'empêcher toute infiltration dans le sol. La surface étanche est pourvue d'une pente suffisante afin de récolter gravitairement les jus et les eaux de ruissellement.

#### CHAPITRE III. — *Exploitation*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Généralités*

**Art. 7.** Les conteneurs ou véhicules sortant de l'installation de compostage sont, s'il échet, pourvus de bâches ou de filets, de manière à éviter tout envol de matières ou de poussières lors du transport. Les roues des véhicules sortant de l'installation de compostage sont exemptes de boues et de déchets.

**Art. 8.** Les contrats ou accords passés entre l'exploitant et les firmes ou organismes chargés de l'évacuation, de la valorisation et/ou de l'élimination des déchets, hormis les composts et les refus de tamisage couverts par un certificat d'utilisation, mentionnent les coordonnées des installations où ils sont éliminés ou valorisés ainsi que leur numéro d'enregistrement auprès du Département du Sol et des Déchets de l'administration.

**Art. 9.** Les opérations d'admission des biomatières ne sont autorisées qu'en présence et sous la surveillance de l'exploitant ou de son préposé.

Les conditions particulières précisent les heures d'ouverture de l'installation de compostage. A l'exception des biomatières qui sont admises suite à une intervention d'urgence, l'admission dans l'installation de compostage des biomatières, l'évacuation des déchets et la fourniture des composts ne peuvent avoir lieu en dehors de ces heures d'ouverture.

**Art. 10.** L'exploitant est tenu de disposer d'un plan de travail comprenant au moins :

1° les instructions nécessaires en vue d'assurer, en toutes circonstances, le bon fonctionnement de l'installation de compostage, dans le respect des dispositions en matière de déchets ainsi que des présentes conditions;

2° les instructions et les procédures nécessaires en vue d'organiser l'acceptation, l'admission et le prétraitement des biomatières ;

3° les instructions nécessaires en vue d'assurer en permanence la propreté de l'installation de compostage;

4° les mesures de prévention des accidents et incendies;

5° les instructions destinées au personnel en cas d'accident ou d'incendie;

6° les procédures mises en place en vue d'assurer la traçabilité des flux de biomatières et de déchets au sein de l'installation de compostage et en aval de celle-ci;

7° l'organisation du stockage et de l'enlèvement de biomatières et des déchets;

8° les instructions nécessaires en vue d'assurer l'évacuation des biomatières et des composts entreposés dans le cas où l'installation ou une partie de celle-ci n'est plus opérationnelle;

9° la localisation précise des différentes aires ainsi que leur contenu.

**Art. 11.** Dans le cas d'une installation fermée, les biomatières ne pouvant pas entrer directement dans le compostage après leur admission sont stockées dans une enceinte fermée, avec traitement de l'air ambiant. Les biomatières sont rapidement incorporées, après tri et broyage éventuels, dans le compostage.

Dans les autres installations, les biomatières sont rapidement incorporées, après tri et broyage éventuels, dans le compostage. Lorsque les biomatières entrantes génèrent des nuisances olfactives lors de leur stockage, leur tri, broyage et incorporation dans le compostage ont lieu le jour même.

*Section 2. — Biomatières et matières autorisées*

**Art. 12.** Sont susceptibles d'être admises dans le compostage, les biomatières notamment visées à l'annexe I<sup>re</sup>, dans la mesure où elles sont non dangereuses.

Sont également susceptibles d'être admises dans le compostage, les matières dont il est démontré qu'elles améliorent le processus ou la qualité du compost, dans la mesure où elles sont non dangereuses.

**Art. 13.** Seules les biomatières dont les concentrations en éléments traces métalliques ne dépassent pas les valeurs limites suivantes sont susceptibles d'être admises dans le compostage :

Élément	Valeur limite en mg/kg M.S.
Cd	10
Cu	600
Ni	100
Pb	500
Zn	2 000
Hg	10
Cr	500

**Art. 14.** Seules sont autorisées dans le compostage, les biomatières et les matières dont question à l'article 12, énumérées dans le permis.

*Section 3. — Biomatières non autorisées*

**Art. 15.** Sont interdits dans le compostage :

- 1° les biomatières qui ne sont pas visées à l'article 14 ;
- 2° les biomatières qui sont visées à l'article 14 dont la fraction non décomposable est supérieure à 5 % en poids;
- 3° les biomatières ne respectant pas les dispositions de l'article 13;
- 4° les biomatières qui ne sont pas compatibles avec le compostage mis en œuvre;
- 5° les bois traités.

*Section 4. — Acceptation préalable et admission sur le site*

*Sous-section 1<sup>re</sup>. — Acceptation préalable*

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Avant d'être admise dans le compostage, toute biomatière ou matière autorisée en vertu de l'article 14 fait l'objet d'une demande d'acceptation auprès de l'exploitant de l'installation de compostage. Cette demande contient au minimum :

- 1° les coordonnées du producteur;
- 2° les coordonnées du transporteur;
- 3° les coordonnées du collecteur;
- 4° le site d'expédition;
- 5° les quantités annuelles, la fréquence des arrivages, le tonnage et le cubage estimés;
- 6° la dénomination de la biomatière ou de la matière et son code;
- 7° le processus de production;
- 8° les caractéristiques de la biomatière ou de la matière ainsi que la liste des éléments contaminants potentiels;
- 9° des résultats d'analyses portant au minimum sur les éléments traces métalliques définis à l'article 13 et, s'il échet, sur les éléments contaminants potentiels susvisés.

Conformément à la liste des biomatières et matières autorisées et des prescriptions de son permis, l'exploitant accepte ou refuse la demande. La décision est envoyée au demandeur.

En cas de doute sur les caractéristiques des biomatières et des matières soumises à acceptation préalable, l'exploitant sollicite l'avis de l'administration.

§ 2. La procédure d'acceptation préalable ne s'applique pas pour :

- 1° les déchets verts;
- 2° le bois non traité;
- 3° les déchets organiques issus de la collecte sélective auprès des ménages;
- 4° les boues de station d'épuration bénéficiant d'un certificat d'utilisation délivré sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols de boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques;
- 5° les déchets couverts par un certificat d'utilisation visant la valorisation agricole délivré sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets.

## Sous-section 2. — Procédure d'admission dans l'installation de compostage

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Avant leur introduction dans le compostage, la réception et le contrôle des biomatières ou matières autorisées et acceptées préalablement sont réalisés sous la surveillance de l'exploitant ou de son préposé.

Le contrôle porte sur :

1° les documents d'accompagnement prévus par la réglementation relative aux déchets et, s'il échet, les documents ou une copie lisible et non raturée de ceux-ci, prouvant que les biomatières ou matières proposées à l'admission respectent les articles 13, 14 et 16;

2° une vérification visuelle du contenu de la benne du véhicule entrant et lors de son déchargement sur l'aire de prétraitement, permettant de confirmer la nature et l'origine des biomatières ou matières.

Si nécessaire, l'exploitant ou son préposé peut effectuer des analyses sur ces biomatières ou matières.

**Art. 18.** Lorsque des biomatières ou matières ne sont pas admises dans l'installation de compostage, l'exploitant en avise immédiatement l'administration, par télécopie ou messagerie électronique. Ce message précise :

1. la nature, la quantité et l'origine de biomatières ou des matières refusées et leur code;
2. le motif du refus;
3. les noms et adresses du transporteur, du producteur et, le cas échéant, du détenteur des biomatières ou des matières;
4. le numéro d'immatriculation ou tout mode d'identification du véhicule;
5. s'il échet, une copie du document "commission marchandise par route" (CMR) ou tout autre document rédigé par l'exploitant de l'installation de compostage garantissant la traçabilité des biomatières ou des matières;
6. si cela est possible, la destination envisagée pour les biomatières ou les matières refusées.

Les biomatières ou les matières refusées demeurent immobilisées dans l'installation de compostage pendant un délai de trois heures à compter de l'envoi de la télécopie ou du message électronique à l'administration, sauf si elles sont évacuées directement dans un centre de tri, de valorisation ou d'élimination autorisé. En l'absence de réaction de l'administration dans ce délai, ces biomatières ou matières sont évacuées dans un centre de tri, de valorisation ou d'élimination autorisé.

## CHAPITRE IV. — Prévention des accidents et incendies

**Art. 19.** Avant la mise en service de l'installation de compostage et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant informe le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures prises et les équipements mis en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

**Art. 20.** Les aires visées à l'article 6, § 2, sont conçues et réalisées pour prévenir tout accident lors des opérations de déchargement des véhicules ainsi que lors de toutes autres manipulations liées à l'activité sur le site d'exploitation.

## CHAPITRE V. — Eau

Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Le système de récolte des eaux usées issues des aires visées à l'article 6, § 2, est strictement séparé du système de récolte des eaux usées domestiques et des eaux pluviales non polluées et non susceptibles de l'être.

§ 2. Les eaux usées issues des aires visées à l'article 6, § 2, ne peuvent être déversées dans les eaux souterraines.

**Art. 22.** Les eaux usées issues des aires visées à l'article 6, § 2, peuvent être stockées dans des infrastructures de stockage étanches d'une capacité suffisante assurant l'absence de rejet en cas de pluie et aménagés de manière à empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un déversement issu des infrastructures de stockage est toléré lors de conditions climatiques exceptionnelles définies par l'Institut royal météorologique. La période de retour de telles conditions est définie comme annuelle. Dans ce cas, des dépassements de 50 % des paramètres suivants sont autorisés : DBO5, MES, matières sédimentables et azote ammoniacal, pour moins de vingt-quatre heures.

## Section 2. — Conditions de déversement en eaux de surface ordinaire et voies artificielles d'écoulement

**Art. 23.** Les eaux usées domestiques rejetées en eau de surface ordinaire ou dans une voie artificielle d'écoulement respectent les conditions suivantes :

1. le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 9 ou inférieur à 6,5;
2. la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;
3. la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg par litre;
4. un échantillon représentatif des eaux déversées ne peut contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;
5. les eaux déversées ne peuvent contenir des déchets solides qui ont été préalablement soumis à un broyage mécanique;
6. les eaux déversées ne peuvent contenir les substances visées aux articles R.131 à R.141 et aux annexes I<sup>er</sup> et VII du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

**Art. 24.** Les eaux usées issues des aires visées à l'article 6, § 2, rejetées en eaux de surface ordinaires ou dans une voie artificielle d'écoulement respectent les conditions suivantes :

- 1° le pH des eaux déversées est compris entre 6,5 et 10, 5;
- 2° la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;
- 3° la demande biochimique en oxygène en cinq jours à 20 °C et en présence d'allyle thio-urée des eaux déversées ne peut dépasser 90 mg d'oxygène par litre;
- 4° la demande chimique en oxygène des eaux déversées ne peut dépasser 300 mg/l;
- 5° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 60 mg par litre;

- 6° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 0.5 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures);
- 7° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg par litre;
- 8° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg par litre;
- 9° la teneur en azote ammoniacal des eaux déversées ne peut dépasser 50 mg N par litre;
- 10° un échantillon représentatif des eaux déversées ne peut contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;
- 11° il est interdit de jeter ou déverser des déchets solides qui ont été préalablement soumis à un broyage mécanique ou des eaux contenant de telles matières;
- 12° les eaux déversées ne peuvent contenir les substances visées aux articles R.131 à R.141 et aux annexes I<sup>re</sup> et VII du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

### Section 3. — Conditions de déversement en égouts publics

**Art. 25.** Les conditions de déversement des eaux usées domestiques dans les égouts publics sont les suivantes :

- 1° les eaux déversées ne peuvent contenir ni fibres textiles, ni emballages en matières plastiques, ni déchets ménagers solides organiques ou non;
- 2° les eaux déversées ne peuvent contenir :
- a) des huiles minérales, des produits inflammables et des solvants volatils;
  - b) plus de 500 mg/l de matières extractibles à l'éther de pétrole;
  - c) toutes substances susceptibles de rendre les eaux d'égout toxiques ou dangereuses;
  - d) des déchets solides qui ont été préalablement soumis à un broyage mécanique;
- 3° les eaux déversées ne peuvent contenir les substances visées aux articles R.131 à R.141 et aux annexes I<sup>re</sup> et VII du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

**Art. 26.** Les eaux usées issues des aires visées à l'article 6, § 2 rejetées en égouts publics respectent les conditions suivantes :

- 1° le pH des eaux déversées est compris entre 6 et 10,5;
- 2° la température des eaux déversées ne peut dépasser 45 °C;
- 3° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 1 000 mg par litre;
- 4° la dimension des matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 10 mm de diamètre;
- 5° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 200 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures);
- 6° la teneur en matières extractibles à l'éther de pétrole des eaux déversées ne peut dépasser 500 mg par litre;
- 7° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;
- 8° les eaux usées ne peuvent contenir des substances susceptibles de provoquer :
- a) un danger pour le personnel d'entretien des égouts et des installations;
  - b) une détérioration ou obstruction des canalisations;
  - c) une entrave au bon fonctionnement des installations de refoulement et d'épuration;
- 9° les eaux déversées ne peuvent contenir les substances visées aux articles R.131 à R.141 et aux annexes I<sup>re</sup> et VII du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

### CHAPITRE VI. — Air

**Art. 27.** L'exploitant met en œuvre les équipements et installations nécessaires pour contenir et neutraliser les nuisances olfactives éventuellement produites. Il prend les mesures adéquates pour éviter la dispersion de biomatières, matières, composts et déchets et pour ne pas incommoder le voisinage par les poussières et les nuisances olfactives.

Les concentrations odeur calculées à l'immission, en limite de propriété des habitations les plus proches, ne dépassent pas 3 ou/m<sup>3</sup> pour le percentile 98 (cette valeur ne peut donc être dépassée que pendant 2 % du temps).

### CHAPITRE VII. — Contrôle et surveillance

#### Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales

**Art. 28.** L'étalonnage du pont-bascule est contrôlé au moins une fois tous les quatre ans par un organisme qualifié. L'exploitant conserve les rapports de contrôle de l'étalonnage au siège de l'exploitation et les tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

**Art. 29.** Le fonctionnaire chargé de la surveillance fait appel à un laboratoire ou un organisme agréé dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique lorsqu'il constate, au cours d'une période de dix jours consécutifs, à deux moments différents espacés de 8 heures au moins, l'odeur caractéristique de l'installation de compostage en limite de propriété des habitations les plus proches.

En accord avec le fonctionnaire chargé de la surveillance et l'exploitant, le laboratoire ou l'organisme agréé détermine la meilleure méthode à appliquer au cas d'espèce afin de contrôler le respect de la norme odeur visée à l'article 27, alinéa 2. Cette méthode tient compte proportionnellement du temps de retournement des andains.

**Art. 30.** L'exploitant met en place un système de management environnemental et d'audit conforme au Règlement CE n° 761/2001 du 19 mars 2001 permettant la participation des organismes à un système communautaire de management environnemental et d'audit en vue d'obtenir l'enregistrement "EMAS" ou la certification "ISO 14001" pour l'installation de compostage dans un délai de trois ans à dater de la notification du permis.

Au moins une fois l'an, l'exploitant informe le fonctionnaire technique et l'organisme compétent de la Région wallonne sur l'application et l'évolution du système de management environnemental.



*Section 2. — Traçabilité dans l'installation de compostage*

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. L'exploitant met en place un système de suivi des mouvements des biomatières et des matières visées à l'article 14 et des composts au sein de l'installation de compostage. Ce système assure le cloisonnement des différentes phases d'exploitation au sein de l'installation de compostage et garantit la traçabilité concernant l'origine et la destination des biomatières, des matières et des composts.

§ 2. A tout moment, l'exploitant est en mesure de déterminer :

- 1° la localisation de chaque andain et de chaque lot de biomatière, de matière et de compost;
- 2° la composition des andains en cours de production et des composts;
- 3° les caractéristiques qualitatives et quantitatives des lots de composts;
- 4° la destination des composts.

§ 3. L'exploitant tient un registre de l'historique des lots de compost comprenant leur composition, leurs résultats d'analyses et leur destination et ce, pendant une période de cinq ans.

**Art. 32.** L'exploitant tient un registre des entrées et des sorties des biomatières, des matières visées à l'article 12, alinéa 2, et des composts où sont consignées, quotidiennement, les informations suivantes :

1° Pour les entrées :

- a) le numéro d'ordre de chaque arrivage;
- b) la date et l'heure de l'arrivage;
- c) la nature et le code;
- d) les coordonnées du producteur, du collecteur et du transporteur;
- e) le numéro du bon de pesage;
- f) le poids net, s'il a été déterminé, et/ou le volume de chaque arrivage;
- g) éventuellement la mention du refus ainsi que tout événement en relation avec la protection de l'environnement et la sécurité du voisinage;

h) s'il échet, le numéro du document de transport CMR ou tout autre document rédigé par l'exploitant garantissant la traçabilité des biomatières.

2° Pour les sorties :

- a) pour les composts dont l'utilisation est couverte par un certificat d'utilisation, ceux-ci respectent la réglementation relative à l'utilisation des composts sur ou dans les sols ainsi que les dispositions dudit certificat;
- b) pour les refus de tamisage dont l'utilisation est couverte par un certificat d'utilisation, ceux-ci respectent les dispositions dudit certificat;
- c) Pour les autres sorties :
  - la nature, le code, le poids et la date d'évacuation;
  - les coordonnées du transporteur;
  - les coordonnées du ou des destinataires avec répartition pondérale;
  - le numéro du bon de pesage;
  - s'il échet, le numéro du transport CMR;
  - s'il échet, l'attestation de leur élimination.

*Section 3. — Suivi de la phase de compostage*

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. Les mesures nécessaires sont prises pour garantir la qualité et l'homogénéité des lots ainsi que, s'il échet, le respect des dispositions du Règlement (CE) 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine.

§ 2. Un suivi technologique de la phase de compostage est mis en place et porte au minimum sur les paramètres suivants :

- 1° la température (°C) prise régulièrement et contrôlée en fonction du temps;
- 2° l'enregistrement de l'historique des manipulations telles que notamment les retournements, l'aération, l'adjonction d'eau, le tamisage.

*Section 4. — Contrôle du compost*

**Art. 34.** Les conditions particulières fixent les paramètres à analyser sur le compost.

**Art. 35.** Le compost est réparti en lots sur l'aire d'entreposage. Chaque lot représente une quantité de compost qui ne peut être supérieure à 1 000 tonnes ou un an de production si la production annuelle est inférieure à 1 000 tonnes.

**Art. 36.** § 1<sup>er</sup>. Des prélèvements sont effectués sur le lot en vue de constituer un échantillon global représentatif.

§ 2. Les prélèvements sont effectués par un laboratoire agréé pour l'analyse des déchets en Région wallonne conformément à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 relatif à la surveillance de l'exécution des dispositions en matière de déchets et de déchets toxiques. Les attestations de prélèvement sont conservées par l'exploitant et jointes au registre visé à l'article 31, § 3.

§ 3. L'exploitant consigne les prélèvements dans un registre dans lequel chaque lot de compost est clairement identifié par un numéro d'ordre, la date de son échantillonnage et toutes les informations utiles permettant de le repérer aisément dans le registre visé à l'article 31, § 3.

§ 4. L'exploitant s'assure que l'échantillon global dispose d'une masse suffisante pour pouvoir constituer, après homogénéisation, une série de 4 échantillons finaux représentatifs du lot correspondant, de sorte qu'il soit possible d'exécuter sur chacun de ces échantillons finaux les analyses requises en double exemplaires.

De chaque série d'échantillons finaux, deux sont destinés au laboratoire agréé pour l'analyse des déchets en Région wallonne conformément à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 relatif à la surveillance de l'exécution des dispositions en matière de déchets et de déchets toxiques, le troisième est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et le quatrième est conservé par l'exploitant. L'exploitant s'assure que les échantillons sont conservés dans des récipients adéquats et dans des conditions telles que les caractéristiques des matières ne puissent être altérées. Chaque récipient est soigneusement scellé et muni d'une étiquette portant toutes les indications utiles permettant de repérer aisément le lot. Chaque récipient porte la signature ou le paraphe de l'exploitant et, s'il échet, du représentant du laboratoire agréé. Ces échantillons sont conservés pendant six mois à compter de la date de prélèvement.

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. Les analyses à effectuer sur chaque échantillon final représentatif d'un lot sont réalisées par un laboratoire agréé pour l'analyse des déchets en Région wallonne conformément à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 relatif à la surveillance de l'exécution des dispositions en matière de déchets et de déchets toxiques.

§ 2. Les analyses portent sur les paramètres visés par les conditions particulières.

§ 3. L'exploitant veille à ce que les résultats des analyses soient consignés par le laboratoire agréé pour l'analyse des déchets en Région wallonne conformément à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 relatif à la surveillance de l'exécution des dispositions en matière de déchets et de déchets toxiques dans un bulletin référencé et signé et à ce que les résultats d'analyses authentifiés soient transmis par voie informatique à l'administration, suivant le format et les modalités qu'elle détermine. L'exploitant conserve la preuve de cette transmission.

§ 4. L'exploitant établit un tableau récapitulatif annuel des résultats d'analyses dont le modèle est établi par l'administration.

**Art. 38.** Les lots de compost non caractérisés conformément aux dispositions précitées et du permis ne peuvent être utilisés ou valorisés.

#### Section 5. — Informations

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. L'exploitant transmet à l'administration un rapport annuel.

Ce rapport contient, au minimum, les informations suivantes :

1° Pour l'année de référence :

- a) la liste des producteurs de biomatières ou matières visées à l'article 12, alinéa 2, admises sur le site d'exploitation;
- b) par producteur, les quantités, en poids net s'il a été déterminé et/ou en volume, de biomatières ou matières visées à l'article 12, alinéa 2, admises, réparties sur base de leur code;
- c) les quantités stockées, en poids et en volume, de biomatières ou matières visées à l'article 12, alinéa 2, en attente de compostage, en cours de compostage et en cours de maturation ainsi que de composts en attente de sortie - en date du 31 décembre de l'année de référence;
- d) par type de destination - valorisation ou élimination-, la quantité de composts sortie;
- e) par lot de compost produit :
  - les résultats des analyses;
  - le poids;
  - la destination;
  - lorsque les composts ne sont pas couverts par un certificat d'utilisation, la dénomination exacte des destinataires - le nom, l'adresse, le numéro de T.V.A. - et les quantités cédées à chacun d'eux;
- f) le tableau récapitulatif des analyses prévu à l'article 37, § 4;
- g) pour les sorties autres que les composts :
  - la nature;
  - le poids;
  - la destination;
  - la dénomination exacte des destinataires.
- h) une description des incidents, accidents survenus ainsi que des problèmes rencontrés durant la période concernée et les suites qui y ont été données;

§ 2. Le rapport est envoyé au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'année de référence.

L'exploitant présente ce rapport conformément aux modalités fixées par l'administration.

**Art. 40.** Les différents registres tenus par l'exploitant, le plan de travail visé à l'article 10, les copies des contrats ou accords conclus avec d'autres sociétés et les bons de pesage sont conservés au siège d'exploitation pendant un délai de cinq ans et tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

#### Section 6. — Plan d'assainissement

**Art. 41.** § 1<sup>er</sup>. En cas de non-respect de l'article 27, alinéa 2, l'exploitant respecte les injonctions du fonctionnaire chargé de la surveillance. Celles-ci peuvent être :

1° exiger de l'exploitant la réalisation d'un plan d'intervention. Ce plan d'intervention est envoyé dans les trente jours au fonctionnaire chargé de la surveillance qui fixera les délais d'exécution;

2° exiger de l'exploitant la réalisation d'un plan d'assainissement comportant notamment une étude technico-économique dont l'objet est d'assurer le respect de la norme visée à l'article 27, alinéa 2.

§ 2. Le plan d'assainissement précise et détaille les modifications à apporter aux installations d'évacuation et/ou d'épuration existantes des effluents gazeux ainsi que les procédés techniques qui devront être mis en œuvre pour atteindre l'objectif susvisé.

§ 3. Le plan d'assainissement est déposé auprès de l'autorité compétente et du fonctionnaire chargé de la surveillance dans un délai maximum de six mois.

§ 4. L'exploitant s'assure que le plan d'assainissement est réalisé par un organisme agréé dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique, un auteur agréé d'étude d'incidences sur l'environnement, une firme ou un organisme spécialisé au frais de l'exploitant.

§ 5. Sur la base du plan d'assainissement, le fonctionnaire chargé de la surveillance établit un rapport présentant les délais d'exécution des travaux d'assainissement et propose à l'autorité compétente d'imposer les travaux d'assainissement à réaliser tels que notamment des modifications des installations existantes et mises en place d'installations d'épuration supplémentaires et de fixer leur délai d'exécution.

#### Section 7. — Eau

**Art. 42.** L'exploitant utilise les méthodes de référence pour l'échantillonnage et l'analyse de tous les paramètres visés aux articles 23 à 26 validées par l'Institut scientifique de service public conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à la mission de laboratoire de référence en matière d'eau, d'air et de déchets de l'Institut scientifique de service public.

**Art. 43.** Les eaux déversées sont évacuées en passant par un dispositif de contrôle qui répond aux exigences suivantes :

- 1° permettre le prélèvement aisé d'échantillons des eaux déversées;
- 2° être facilement accessible sans formalité préalable;
- 3° être placé à un endroit offrant toute garantie quant à la quantité et la qualité des eaux.

**Art. 44.** Tout déversement accidentel en eau de surface est signalé au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Tout déversement accidentel dans les égouts publics est signalé au fonctionnaire chargé de la surveillance et à l'organisme d'épuration agréé.

#### CHAPITRE VIII. — Sûreté

**Art. 45.** La sûreté visée à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est exigée pour l'établissement et son montant est fixé par les conditions particulières.

#### CHAPITRE IX. — Dispositions modificatives, abrogatoire, transitoires et finale

**Art. 46.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, un dernier alinéa est ajouté comme suit :

« Si la demande de permis d'environnement est relative à une installation de compostage visée par les rubriques 90.23.11.02 et 90.23.11.03 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à études d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article, les informations reprises à l'annexe XXIV du présent arrêté. »

**Art. 47.** A l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, un dernier alinéa est ajouté comme suit :

« Si la demande de permis unique est relative à une installation de compostage visée par les rubriques 90.23.11.02 et 90.23.11.03 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à études d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article, les informations reprises à l'annexe XXIV du présent arrêté. »

**Art. 48.** Dans le même arrêté, une annexe XXIV est ajoutée comme suit :

#### « Annexe XXIV

Dans sa demande de permis, l'exploitant précise :

1° la répartition en volume et surface occupée au sol, des différents biomatières et composts présents sur les différentes aires visées à l'article 6, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de compostage lorsque la quantité de matière entreposée est supérieure ou égale à 500 m<sup>3</sup>;

Ces informations sont présentées sur base du tableau repris ci-dessous.

Aires	Volume (m <sup>3</sup> )*	Surface occupée (m <sup>2</sup> )*
Aire de prétraitement		
Aire de compostage hors maturation		
Aire de compostage réservée à la maturation		
Aire de tamisage		
Aire d'entreposage des composts		

\* : Volumes et surfaces maxima potentiellement nécessaires pour répondre aux besoins de production de l'ensemble de l'installation de compostage.

2° la liste des biomatières visées à l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de compostage lorsque la quantité de matière entreposée est supérieure ou égale à 500 m<sup>3</sup> et, le cas échéant, les biomatières non visées à l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté;



3° la liste des matières visées à l'article 12, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de compostage lorsque la quantité de matière entreposée est supérieure ou égale à 500 m<sup>3</sup> et la démonstration de leur utilité.

L'exploitant rédige un plan de gestion des odeurs qu'il joint à sa demande de permis. Ce plan explicite la manière dont s'évacuent les effluents gazeux de l'installation de compostage dans le respect des dispositions de l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de compostage lorsque la quantité de matière entreposée est supérieure ou égale à 500 m<sup>3</sup>.

Il contient au minimum les informations suivantes :

- un inventaire complet des sources d'émission;
- les mesures prises pour limiter les nuisances significatives pouvant être causées par une source ou une manœuvre;
- le descriptif technique des installations d'épuration;
- le plan d'entretien des installations d'épuration;
- une étude de dispersion des odeurs démontrant le respect des dispositions de l'article 27 alinéa 2, de l'arrêté du 18 juin 2009 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de compostage lorsque la quantité de matière entreposée est supérieure ou égale à 500 m<sup>3</sup>. »

**Art. 49.** Les dispositions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales ne sont plus applicables aux établissements visés par le présent arrêté.

**Art. 50.** Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1° l'article 6, § 1<sup>er</sup>, dernière phrase, ne s'applique pas aux établissements existants disposant d'une route d'accès bien délimitée;

2° l'exploitant d'un établissement existant rédige un plan de gestion des odeurs visé à l'annexe XXIV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à l'exception de l'étude de dispersion des odeurs, dans les neuf mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté;

L'article 27, alinéa 2, s'applique également aux établissements existants dont le permis prévoit une norme odeur plus sévère.

**Art. 51.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juin 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

---

#### Annexe I<sup>e</sup>

02 Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche ainsi que de la préparation et de la transformation des aliments.

**02 01 Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche.**

02 01 03 Déchets de tissus végétaux.

02 01 06 Fèces, urine et fumier (y compris paille souillée), effluents, collectés séparément et traités hors site.

02 01 07 Déchets provenant de la sylviculture.

02 01 99 Déchets non spécifiés ailleurs. (fraction organique compostable).

**02 02 Déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et d'autres aliments d'origine animale.**

02 02 04 Boues provenant du traitement in situ des effluents.

02 02 99 Déchets non spécifiés ailleurs. (matières fécales et matières stercoraires).

**02 03 Déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses.**

02 03 01 Boues provenant du lavage, du nettoyage, de l'épluchage, de la centrifugation et de la séparation.

02 03 03 Déchets de l'extraction aux solvants.

02 03 04 Matières impropres à la consommation ou à la transformation.

02 03 05 Boues provenant du traitement in situ des effluents.

02.03.99 Déchets non spécifiés ailleurs (résidus de filtration).

**02 04 Déchets provenant de la transformation du sucre.**

02 04 02 Carbonate de calcium déclassé.

02 04 03 Boues provenant du traitement in situ des effluents.

02.04.99 Déchets non spécifiés ailleurs (radicelles, vinasse, mélasse, résidus de pulpe, betteraves impropres à l'alimentation animale).

**02 05 Déchets provenant de l'industrie des produits laitiers.**

02 05 01 Matières impropres à la consommation ou à la transformation.

02 05 02 Boues provenant du traitement in situ des effluents.

02.05.99 Déchets non spécifiés ailleurs (résidus de filtration).

**02 06 Déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie.**

02 06 01 Matières impropres à la consommation ou à la transformation.

02 06 03 Boues provenant du traitement in situ des effluents.

02.06.99 Déchets non spécifiés ailleurs (résidus de filtration).

**02 07 Déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao).**

02 07 01 Déchets provenant du lavage, du nettoyage et de la réduction mécanique des matières premières.

02 07 02 Déchets de la distillation d'alcool.

02 07 04 Matières impropres à la consommation ou à la transformation.

02 07 05 Boues provenant du traitement in situ des effluents.

02.07.99 Déchets non spécifiés ailleurs (résidus de filtration).

03 Déchets provenant de la transformation du bois et de la production de panneaux et de meubles, de pâte à papier, de papier et de carton.

**03 01 Déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles.**

03 01 01 Déchets d'écorce et de liège.

03 01 05 Sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04.

**03 03 Déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier.**

03 03 01 Déchets d'écorce et de liège.

03 03 07 Refus séparés mécaniquement provenant du broyage de déchets de papier et de carton.

03 03 08 Déchets provenant du tri de papier et de carton destinés au recyclage.

03 03 10 Refus fibreux, boues de fibres, de charge et de couchage provenant d'une séparation mécanique.

03 03 11 Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que ceux visés à la rubrique 03 03 10.

**04 Déchets provenant des industries du cuir, de la fourrure et du textile.**

04 01 Déchets de l'industrie du cuir et de la fourrure.

04 01 01 Déchets d'écharnage et refentes.

04 01 02 Résidus de pelanage.

04 01 07 Boues, notamment provenant du traitement in situ des effluents, sans chrome.

04.01.99 Déchets non spécifiés ailleurs (poils de bovins)

**04 02 Déchets de l'industrie du textile.**

04 02 10 Matières organiques issues de produits naturels (par exemple, graisse, cire).

04 02 20 Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que ceux visés à la rubrique 04 02 19.

04 02 21 Fibres textiles non ouvrées.

**17 Déchets de construction et de démolition (y compris déblais provenant de sites contaminés).**

17 02 Bois, verre et matières plastiques.

17 02 01 Bois.

**19 Déchets provenant des installations de gestion des déchets, des stations d'épuration des eaux usées hors site et de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine et d'eau à usage industriel.**

19 08 Déchets provenant d'installations d'eaux usées non spécifiés ailleurs.

19 08 05 Boues provenant du traitement des eaux usées urbaines.

19 08 12 Boues provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 11.

19 08 14 Boues provenant d'autres traitements des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 13.

**19 09 Déchets provenant de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine ou d'eau à usage industriel.**

19 09 02 Boues de clarification d'eau.

19 09 03 Boues de décarbonatation.

**19 12 Déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple, tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs.**

19 12 07 Bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06.

**20 Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations), y compris les fractions collectées séparément.**

20 01 Fractions collectées séparément (sauf section 15 01).

20 01 08 Déchets de cuisine et cantine biodégradables.

20 01 38 Bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37.

20 01 99 Déchets non spécifiés ailleurs (déchets verts).

**20 02 Déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière).**

20 02 01 Déchets biodégradables.

**20 03 Autres déchets communaux.**

20 03 02 Déchets de marchés.

20 03 99 Déchets communaux non spécifiés ailleurs (déchets verts).

**20 96 Autres déchets en provenance de l'activité usuelle des ménages.**

20 96 62 Fraction compostable ou biométhanisable des ordures brutes.

20 96 99 Déchets non spécifiés ailleurs (déchets verts).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009 déterminant des conditions sectorielles relatives aux installations de compostage lorsque la quantité de matière entreposée est supérieure ou égale à 500 m<sup>3</sup> et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Namur, le 18 juin 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 3176

[2009/204053]

**18. JUNI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der Kompostieranlagen, wenn die Menge des gelagerten Stoffes mindestens 500 m<sup>3</sup> beträgt, und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8, 9, 17, 55 und 65 § 1, 2°;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des am 6. April 2009 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1<sup>o</sup> der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 46.115/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Vorschriften des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser, die ursprünglich in Ausführung des Artikels 3 § 1 des jetzt aufgehobenen Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durchgeführt wurden, fortan ihre gesetzliche Grundlage in den Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung haben, die es der Regierung erlauben, allgemeine Bedingungen im Sinne von Kapitel I, Abschnitt III dieses Dekrets festzusetzen;

In der Erwägung, dass die Regierung, wenn sie sektorbezogene Bedingungen festsetzt, kraft Artikel 5 § 2 Absatz 3 des Dekrets vom 11. März 1999 nur dann von den allgemeinen Bedingungen abweichen kann, wenn diese Abweichung begründet wird;

In der Erwägung, dass der Königliche Erlass vom 3. August 1976 zur Zeit teilweise veraltet ist; dass manche dieser Bestimmungen in der Tat in Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet (Kapitel VI - Allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers), für das Haushaltsabwasser und in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe übernommen worden sind;

In der Erwägung, dass bestimmte im Königlichen Erlass vom 3. August 1976 erwähnte Parameter heute nicht mehr relevant sind, nicht auf die Gesamtheit der Tätigkeitsbereiche anwendbar sind oder sich auf Analysemethoden beziehen, die heute verboten sind, wie z.B.:

— der Putrefaktionstest mit Methylenblau, ein in Vergessenheit geratener Parameter;

— die mit Tetrachlorkohlenstoff extrahierbaren Kohlenwasserstoffe, deren Analyse heute verboten und durch eine neue Methode ersetzt ist;

In der Erwägung, dass die Nichtanwendung des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 es zuletzt möglich macht, die Anzahl der auf einen Betrieb anwendbaren Verordnungstexte zu begrenzen, wobei auf den Wunsch der Wallonischen Regierung, ein Programm zur Rationalisierung und zur administrativen Vereinfachung einzuleiten, eingegangen wird;

In Erwägung der Tatsache, dass der vorliegende Erlass der Europäischen Kommission mitgeteilt worden ist, in Übereinstimmung mit Artikel 8 der Richtlinie 98/34/EC des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 22 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft; dass sie keine Bemerkung geäußert hat;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

## KAPITEL I — Anwendungsbereich und Begriffsbestimmungen

**Artikel 1** - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die Kompostieranlagen anwendbar, wenn die Menge des gelagerten Stoffes mindestens 500 m<sup>3</sup> beträgt, im Sinne der Rubriken 90.23.11.02 und 90.23.11.03 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten, und auf die Ableitungen von industriellen Abwässern aus Kompostieranlagen im Sinne der Rubrik 90.10.01 dieser Anlage I.

**Art. 2** - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1° Kompostierung: der autotherme und thermophile Prozess der biologischen Zersetzung in Anwesenheit von Sauerstoff und unter kontrollierten Bedingungen für den Biostoff, unter der Einwirkung von Mikro- und Makroorganismen, um einen stabilen, hygienisierten, organisch reichen, Kompost genannten Feuchtstoff zu erzeugen;

2° Biostoff: jeder durch einen aeroben oder anaeroben Prozess zersetzbarer Abfall oder Stoff;

3° gelagerter Stoff: die Gesamtheit der am Standort vorhandenen Biostoffe, Stoffe und Komposte;

4° Vorbehandlung: die gesamten Vorgänge in Zusammenhang mit der Aufnahme, der Vorbereitung und der Lagerung der Biostoffe vor ihrer Einführung in den Kompostierungsprozess;

5° geschlossene Anlage: eine Anlage, in der die Teile der Vorbehandlung und der Kompostierung, die Geruchsbelästigungen erzeugen, eingeschlossen sind, und deren Umgebungsluft Gegenstand einer physikalischen, chemischen oder biologischen Aufbereitung ist, bevor sie nach außen ausgestoßen wird;

6° Reifung: die Endphase der Kompostierung, die nach der Phase des Abbaus des organischen Stoffs stattfindet, und das Produkt zur Stabilisierung führt;

7° Verwaltung: die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, die von ihrem Generaldirektor oder seinem Beauftragten vertreten wird;

8° Miete: eine Aufschichtung von Biostoffen zwecks der Kompostierung und Lagerung;

9° Geruchskonzentration: die in Geruchseinheiten (GE) ausgedrückte Geruchskonzentration entspricht dem Verdünnungsfaktor, der auf den Geruchsträger anzuwenden ist, um die Geruchsschwelle einer Durchschnittsperson zu erreichen;

10° Europäische Geruchskonzentration (GEE/m<sup>3</sup>): die Geruchskonzentration, die den Verdünnungsfaktor ausdrückt, der auf den Geruchsträger anzuwenden ist, um die Geruchsschwelle (50% Wahrscheinlichkeit der Wahrnehmung) einer kalibrierten Riechgruppe unter normalisierten Messbedingungen (23 °C, 50% RH) zu erreichen. Die Probenahme und Quantifizierung des Geruchs an der Wahrnehmungsschwelle sind in der Norm NBN EN 13725 standardisiert;

11° bereits bestehender Betrieb: ein vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß genehmigter Betrieb. Ein Betrieb, für den vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Antrag auf Genehmigung eingereicht wurde, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt. Die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in dem in Artikel 10 § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt.

#### KAPITEL II — *Aufstellung und Bau*

**Art. 3** - § 1 - Der Zugang zu der Kompostieranlage ist den Personen, die über keine Erlaubnis des Betreibers verfügen, untersagt.

§ 2 - Die Kompostieranlage wird mit einer mindestens zwei Meter hohen Umzäunung umgeben. Es können auch andere solide, auf Dauer eingerichtete Ausrüstungen verwendet werden, insofern sie einen mindestens gleichwertigen Schutz- und Sicherheitsgrad gewährleisten wie die oben erwähnte Umzäunung.

§ 3 - Die Zugangs- bzw. Zufahrtswege zur Kompostieranlage werden mittels einer Pforte oder Schranke versehen, die außerhalb der Öffnungszeiten geschlossen bleibt. Diese kann nur unter der Aufsicht des Betreibers oder seines Beauftragten offen stehen.

**Art. 4** - Kompostieranlagen mit einer Kapazität über 1 000 m<sup>3</sup> gelagerter Stoffe sind mit einer geeichten Brückenwaage mit automatischer Mengenerfassung ausgerüstet.

Die geladenen Fahrzeuge fahren zwangsläufig über die Brückenwaage in die bzw. aus der Kompostieranlage.

**Art. 5** - § 1 - Für die Fahrzeuge, die auf ihre Entladung warten, wird eine Parkfläche eingerichtet.

§ 2 - Die Ein- und Ausfahrt, die Parkfläche sowie die internen Verkehrswege der Kompostieranlage sind derart geplant und gebaut, dass jegliche Gefahr eines Verkehrstaus oder Unfalls in der Anlage und auf der öffentlichen Straße vermieden wird.

§ 3 - Die Parkfläche und die Verkehrswege innerhalb der Kompostieranlage sind mit einer soliden Fahrbahndecke überzogen und werden regelmäßig gesäubert, damit der Fahrzeugverkehr keine Staub- oder Schlammemissionen verursacht.

**Art. 6** - § 1 - Die Kompostieranlage wird ggf. physisch von den sonstigen Anlagen getrennt, die der Betreiber am selben Standort bewirtschaftet. Die Abfallströme, die für die anderen Anlagen am selben Standort bestimmt sind, dürfen den für die Kompostieranlage vorbehaltenen Bereich nicht durchqueren.

§ 2 - Die Kompostieranlage umfasst mindestens:

1. einen Bereich für die Vorbehandlung der Biostoffe;
2. einen Bereich mit allen für die Kompostierung erforderlichen Ausrüstungen und Bauwerken, der so bemessen ist, dass die Lagerung während einer ausreichenden Zeit stattfinden kann, um ein qualitativ hochwertiges Fertigprodukt zu erreichen;
3. einen Bereich für das Sieben;
4. einen Bereich für die Lagerung des Komposts vor dessen Abtransport.

§ 3 - Diese Bereiche sind mit einem undurchlässigen und mechanisch und chemisch widerstandsfähigen Stoff beschichtet, um jegliche Versickerung in den Boden zu vermeiden. Die undurchlässige Fläche hat eine ausreichende Bodenneigung, damit der Saftabfluss und das Niederschlagswasser schwerkraftmäßig aufgesammelt werden können.

#### KAPITEL III — *Betrieb*

##### *Abschnitt 1 — Allgemeines*

**Art. 7** - Gegebenenfalls sind die Container oder Fahrzeuge, die die Kompostieranlage verlassen, mit Planen oder Netzen versehen, so dass beim Transport keine Stoffe wegfliegen können oder sich Staub entwickeln kann. Die Räder der Fahrzeuge, die die Kompostieranlage verlassen, müssen frei von Schlamm und Abfällen sein.

**Art. 8** - Die gesamten Verträge oder Abkommen, die zwischen dem Betreiber und den Firmen oder Einrichtungen abgeschlossen werden, die mit dem Abtransport, der Verwertung und/oder der Entsorgung der Abfälle mit Ausnahme des Komposts und der Rückstände aus dem Sieben, die durch einen Verwendungsschein gedeckt sind, beauftragt werden, geben ausdrücklich die Angaben über die Anlagen an, wo sie entsorgt oder verwertet werden, sowie ihre Registrierungsnummer bei der Abteilung Boden und Abfälle der Verwaltung.

**Art. 9** - Die Annahme von Biostoffen erfolgt ausschließlich im Beisein und unter der Aufsicht des Betreibers oder seines Beauftragten.

In den Sonderbedingungen werden die Öffnungszeiten der Kompostieranlage angegeben. Mit Ausnahme der Biostoffe, die anschließend an einen Notfall angenommen werden, dürfen die Annahme von Biostoffen in der Kompostieranlage, die Abfuhr von Abfällen und die Lieferung des Komposts nicht außerhalb dieser Öffnungszeiten stattfinden.

**Art. 10** - Der Betreiber muss über einen Arbeitsplan verfügen, der mindestens folgende Punkte beinhaltet:

- 1° die erforderlichen Anweisungen, um unter jeglichen Umständen den guten Arbeitsablauf der Kompostieranlage unter Einhaltung der Bestimmungen in Sachen Abfälle, sowie der vorliegenden Bedingungen zu gewährleisten;
- 2° die erforderlichen Anweisungen und Verfahren für die Organisation der Annahme, Zulassung und Vorbehandlung der Biostoffe;
- 3° die im Hinblick auf die ständige Sicherung der Sauberkeit der Kompostieranlage notwendigen Anweisungen;
- 4° die Maßnahmen zur Feuer- und Unfallverhütung;
- 5° die für das Personal im Falle eines Brandes oder eines Unfalls bestimmten Anweisungen;
- 6° die eingeführten Verfahren zur Gewährleistung der Rückverfolgbarkeit der Bewegungen des Biostoffs und des Abfalls in und nach der Kompostieranlage;
- 7° die Organisation der Lagerung und der Abfuhr der Biostoffe und der Abfälle;
- 8° die notwendigen Anweisungen für die Abfuhr der gelagerten Biostoffe und Komposte, wenn die Anlage oder ein Teil der Anlage nicht mehr betriebsfähig ist;
- 9° die genaue Standortbestimmung der verschiedenen Bereiche sowie ihren Inhalt.

**Art. 11** - Bei geschlossenen Anlagen werden die Biostoffe, die nicht unmittelbar nach ihrer Zulassung in die Kompostierung eingebracht werden können, in einem geschlossenen Ort aufbewahrt, der über eine Vorrichtung zur Aufbereitung der Umgebungsluft verfügt. Die Biostoffe werden rasch in die Kompostierung eingeführt, ggf. nach einer vorherigen Sortierung und Zerkleinerung.

In den anderen Anlagen werden die Biostoffe rasch in die Kompostierung eingeführt, ggf. nach einer vorherigen Sortierung und Zerkleinerung. Wenn die eingeführten Biostoffe während ihrer Lagerung Geruchsbelästigungen erzeugen, finden die Sortierung, Zerkleinerung und Einführung in die Kompostierung am Tag selbst statt.

#### Abschnitt 2 — Biostoffe und zugelassene Stoffe

**Art. 12** - Die insbesondere in der Anlage I angegebenen Biostoffe können in die Kompostierung eingebracht werden, insofern sie nicht gefährlich sind.

Die Stoffe, die nachweislich das Kompostierungsverfahren oder die Qualität des Komposts verbessern, können ebenfalls zur Kompostierung zugelassen werden, wenn sie nicht gefährlich sind.

**Art. 13** - Nur die Biostoffe, deren Konzentrationen an metallischen Spurenelementen die folgenden Grenzwerte nicht überschreiten, können zur Kompostierung zugelassen werden:

Element	Grenzwert in mg/kg T.S.
Cd	10
Cu	600
Ni	100
Pb	500
Zn	2 000
Hg	10
Cr	500

**Art. 14** - Nur die Biostoffe und die in Artikel 12 genannten Stoffe, die in der Genehmigung aufgelistet werden, sind zur Kompostierung zugelassen.

#### Abschnitt 3 — Nicht zugelassene Biostoffe

**Art. 15** - Nicht zur Kompostierung zugelassen sind:

- 1° die nicht in Artikel 14 genannten Biostoffe;
- 2° die in Artikel 14 genannten Biostoffe, deren nicht zersetzbare Fraktion 5% ihres Gewichts überschreitet;
- 3° die Biostoffe, die die Bestimmungen von Artikel 13 nicht einhalten;
- 4° die Biostoffe, die mit dem eingeführten Kompostierungsverfahren nicht kompatibel sind;
- 5° behandeltes Holz.

#### Abschnitt 4 — Vorhergehende Annahme und Zulassung am Standort

##### Unterabschnitt 1 — Vorhergehende Annahme

**Art. 16** - § 1 - Ehe ein kraft Artikel 14 genehmigter Biostoff oder Stoff zur Kompostierung zugelassen wird, ist er Gegenstand eines Annahmeantrags beim Betreiber der Kompostieranlage. Dieser Antrag enthält mindestens:

- 1° den Namen und die Anschrift des Erzeugers;
- 2° die Angaben betreffend den Transportunternehmer;
- 3° die Angaben betreffend den Sammler;
- 4° den Verladeort;
- 5° die geschätzten Jahresmengen, die Häufigkeit der (Bio)Stoffzufuhr, die geschätzten Mengen in Tonnen und m<sup>3</sup>;
- 6° die Bezeichnung und den Code des Bio(Stoffs);
- 7° das Produktionsverfahren;
- 8° die Merkmale des (Bio)Stoffs sowie die Liste der potentiellen Kontaminanten;



9° die Ergebnisse von Analysen, die mindestens die in Artikel 13 genannten metallischen Spurenelemente und ggf. die potentiellen oben genannten Kontaminanten betreffen.

Auf der Grundlage der genehmigten (Bio)Stoffe und der für seine Genehmigung geltenden Bedingungen akzeptiert der Betreiber den Antrag oder lehnt ihn ab. Der Beschluss wird dem Antragsteller zugeschickt.

Bei einem Zweifel betreffend die Merkmale der (Bio)Stoffe, die der vorhergehenden Annahme unterzogen werden, fordert der Betreiber die Stellungnahme der Verwaltung.

§ 2 - Das Verfahren der vorhergehenden Annahme ist nicht anwendbar für:

1° Grünabfälle;

2° nicht behandeltes Holz;

3° organische Abfälle aus der selektiven Sammlung bei Haushalten;

4° Schlämme aus Klärstationen, die über einen aufgrund der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 1995 zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden vom Klärschlamm oder Schlamm aus Aufbereitungszentren für Fäkalien aus Faulgruben ausgestellten Verwendungsschein verfügen;

5° Abfälle, die durch einen Verwendungsschein zur landwirtschaftlichen Verwertung gedeckt sind, der auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle ausgestellt worden ist.

#### Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Zulassung in die Kompostieranlage

**Art. 17 - § 1 -** Bevor die genehmigten und vorhergehend angenommenen (Bio)Stoffe in die Kompostierung eingebracht werden, werden sie unter der Aufsicht des Betreibers oder von dessen Beauftragten empfangen und kontrolliert.

Die Kontrolle betrifft:

1° die in den Regelungsvorschriften betreffend Abfälle vorgesehenen Begleitdokumente und ggf. die Dokumente oder eine leserliche und nicht durchstrichene Abschrift der Letzteren, durch die nachgewiesen wird, dass die zur Annahme vorgeschlagenen (Bio)Stoffe die in den Artikeln 13, 14 und 16 festgelegten Bestimmungen einhalten;

2° eine visuelle Kontrolle des Inhalts des Kübels des eintreffenden Fahrzeugs und bei dem Abladen in dem für die Vorbehandlung bestimmten Bereich, durch die die Art und Herkunft der (Bio)Stoffe bestätigt werden können.

Erforderlichenfalls kann der Betreiber oder sein Beauftragter Analysen an diesen (Bio)Stoffen durchführen.

**Art. 18 -** Wenn (Bio)Stoffe nicht in die Kompostieranlage zugelassen werden, teilt der Betreiber dies unverzüglich der Verwaltung mit, per Fernschreiben oder E-Mail. In dieser Mitteilung werden angegeben:

1. die Art, Menge und Herkunft und der Code der abgelehnten (Bio)Stoffe;

2. der Grund der Ablehnung;

3. Namen und Anschriften des Transportunternehmers, des Erzeugers und ggf. des Besitzers der (Bio)Stoffe;

4. die Zulassungsnummer oder jegliche Identifizierungsart des Fahrzeugs;

5. ggf. eine Abschrift des Beförderungsvertrags (CMR) und jedes anderen vom Betreiber der Kompostieranlage verfassten Dokuments, durch das die Rückverfolgbarkeit der Bio(Stoffe) gewährleistet wird;

6. wenn möglich, der für die abgelehnten (Bio)Stoffe geplante Bestimmungsort.

Die abgelehnten (Bio)Stoffe bleiben noch während eines Zeitraums von drei Stunden ab der Sendung des Fernschreibens oder des E-Mails an die Verwaltung in der Kompostieranlage, außer wenn sie unmittelbar einer zugelassenen Sortierungs-, Verwertungs- oder Beseitigungsanlage zugeführt werden. Kommt keine Reaktion der Verwaltung binnen dieser Frist, werden diese (Bio) Stoffe einer zugelassenen Sortierungs-, Verwertungs- oder Beseitigungsanlage zugeführt.

#### KAPITEL IV — Unfall- und Brandverhütung

**Art. 19 -** Vor der Inbetriebnahme der Kompostieranlage und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, informiert der Betreiber den örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die getroffenen Maßnahmen und die eingesetzten Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

**Art. 20 -** Die in Artikel 6 § 2 genannten Bereiche werden so konzipiert und durchgeführt, dass jeglichem Unfall während des Entladens der Fahrzeuge, sowie während allen anderen Handhabungen in Verbindung mit der Tätigkeit am Betriebsort vorgebeugt wird.

#### KAPITEL V — Wasser

##### Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

**Art. 21 - § 1 -** Das System zum Sammeln des von den in Artikel 6 § 2 genannten Bereichen stammenden Abwassers ist vom System zum Sammeln des nicht verschmutzten, und nicht verschmutzbaren häuslichen Abwassers und Regenwassers völlig getrennt.

§ 2 - Das von den in Artikel 6 § 2 genannten Bereichen stammende Abwasser darf nicht in das Grundwasser eingeleitet werden.

**Art. 22 -** Das von den in Artikel 6 § 2 genannten Bereichen stammende Abwasser kann in wasserdichten Lagerinfrastrukturen gelagert werden, die über eine zureichende Kapazität verfügen, die es gewährleisten, dass bei Regen keine Ableitungen stattfinden, und die so eingerichtet sind, dass kein unbeherrschtes Einleiten von Niederschlags- oder vom Dach stammendem Wasser stattfinden kann.

In Abweichung von Absatz 1 wird eine Ableitung aus den Lagerinfrastrukturen im Falle von außerordentlichen, vom Königlichen Institut für Meteorologie bestimmten Witterungsverhältnissen geduldet. Es ist davon auszugehen, dass solche außergewöhnliche Witterungsverhältnisse einmal jährlich zurückkommen. In diesem Fall sind 50% -ige Überschreitungen folgender Parameter während eines Zeitraums von weniger als 24 Stunden gestattet: BSB5, Schwebstoffe, absetzbare Stoffe und Ammoniumstickstoff.

*Abschnitt 2 — Bedingungen für die Ableitung in gewöhnliches Oberflächenwasser und künstliche Abflusswege*

**Art. 23** - Das in gewöhnliches Oberflächenwasser oder in einen künstlichen Ableitungsweg abgeleitete Haushaltsabwasser muss folgenden Bedingungen genügen:

1. der pH-Wert des abgeleiteten Wassers darf 9 nicht überschreiten oder 6,5 nicht unterschreiten;
2. die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30 °C nicht überschreiten;
3. der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;
4. eine für das abgeleitete Abwasser repräsentative Probe darf keine Öle, Fette oder anderen Schwebstoffe in solchen Mengen enthalten, dass eine schwimmende Schicht zweifellos festgestellt werden kann;
5. das abgeleitete Wasser darf keine festen Abfälle enthalten, die vorher mechanisch zerkleinert worden sind;
6. das abgeleitete Wasser darf die in den Artikeln R.131 bis R.141 und in en Anlagen I und VII des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch enthält, erwähnten Stoffe nicht enthalten.

**Art. 24** - Das in gewöhnliches Oberflächenwasser oder in einen künstlichen Ableitungsweg abgeleitete Abwasser aus den in Artikel 6 § 2 genannten Bereichen muss folgenden Bedingungen genügen:

- 1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6,5 und 10,5 liegen.
- 2° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30 °C nicht überschreiten;
- 3° der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20 °C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf 90 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;
- 4° der chemische Sauerstoffbedarf ("CSB") des abgeleiteten Wassers darf 300 mg/l nicht überschreiten;
- 5° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 60 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 6° der Gehalt an absetzbaren Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 0.5 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;
- 7° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 8° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 9° der Gehalt an Ammoniumstickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 50 mg N pro Liter nicht überschreiten;
- 10° eine für das abgeleitete Abwasser repräsentative Probe darf keine Öle, Fette oder anderen Schwebstoffe in solchen Mengen enthalten, dass eine schwimmende Schicht zweifellos festgestellt werden kann;
- 11° es ist verboten, feste Abfälle, die vorher mechanisch zerkleinert worden sind, oder solche Abfälle enthaltendes Abwasser zu entsorgen oder abzuleiten;
- 12° das abgeleitete Wasser darf die in den Artikeln R.12° bis R.131 und in en Anlagen I und VII des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch enthält, erwähnten Stoffe nicht enthalten.

*Abschnitt 3 — Bedingungen für die Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen*

**Art. 25** - Die Bedingungen für die Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen sind die Folgenden:

- 1° das abgeleitete Abwasser darf weder Textilfasern, Verpackungen aus Kunststoff noch feste Haushaltsabfälle, ob diese organisch sind oder nicht, enthalten;
- 2° das abgeleitete Abwasser darf folgende Stoffe nicht enthalten:
  - a) Mineralöle, entzündliche Stoffe oder flüchtige Lösungsmittel;
  - b) mit Petrolether extrahierbare Stoffe mit einem Gehalt von mehr als 500 mg/l;
  - c) alle Stoffe, durch die das Kanalisationswasser giftig oder gefährlich werden kann.
  - d) feste Abfälle, die vorher mechanisch zerkleinert worden sind;
- 3° das abgeleitete Wasser darf die in den Artikeln R.131 bis R.141 und in en Anlagen I und VII des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch enthält, erwähnten Stoffe nicht enthalten.

**Art. 26** - Das von den in Artikel 6 § 2 genannten Bereichen stammende Abwasser, das in öffentliche Kanalisationen abgeleitet wird, muss folgende Bedingungen einhalten:

- 1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6,5 und 10,5 liegen.
- 2° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 45 °C nicht überschreiten;
- 3° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 1 000 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 4° die Dimension der Schwebstoffe im abgeleiteten Wasser darf 10 mm Durchmesser nicht überschreiten;
- 5° der Gehalt an absetzbaren Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 200 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;
- 6° der Gehalt der an aus Petrolether extrahierbaren Stoffe des abgeleiteten Abwassers darf 500 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 7° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine brennbaren oder explosionsgefährlichen Dissousgase oder Produkte, die die Entwicklung derartiger Gase verursachen können, enthalten sein;
- 8° es dürfen im Abwasser keine Stoffe enthalten sein, die Folgendes verursachen können:
  - a) eine Gefahr für das Wartungspersonal der Kanalisationen und der Kläranlagen;
  - b) eine Beschädigung oder Verstopfung der Kanalisationen;
  - c) eine Behinderung der Betriebsfähigkeit der Förder- und Kläranlagen;
- 9° das abgeleitete Wasser darf die in den Artikeln R.131 bis R.141 und in en Anlagen I und VII des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch enthält, erwähnten Stoffe nicht enthalten.

## KAPITEL VI — Luft

**Art. 27** - Der Betreiber setzt alle Ausrüstungen und Anlagen ein, die zur Zurückhaltung und Neutralisierung eventuell verursachter Gerüche erforderlich sind. Er trifft alle geeigneten Maßnahmen, um die Zerstreuung der (Bio)Stoffe, Komposte und Abfälle zu vermeiden, und um die Nachbarschaft nicht durch Staub oder üble Gerüche zu belästigen.

Die bei der Immission an der Grenze der nächstgelegenen Wohnungen berechneten Geruchskonzentrationen dürfen 3 GE/m<sup>3</sup> für das Perzentil 98 nicht überschreiten (dieser Wert darf also nur während 2% der Zeit überschritten werden).

## KAPITEL VII — Kontrolle und Überwachung

## Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

**Art. 28** - Die Eichung der Brückenwaage wird mindestens einmal alle 4 Jahre durch eine befugte Einrichtung kontrolliert. Der Betreiber bewahrt die Berichte der Eichungskontrolle werden im Betriebsitz auf und hält sie zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

**Art. 29** - Der mit der Überwachung beauftragte Beamte setzt ein im Rahmen der Bekämpfung der Luftverschmutzung zugelassenes Labor oder eine zugelassene Einrichtung ein, wenn er feststellt, dass der charakteristische Geruch der Kompostieranlage an der Eigentumsgrenze zu den nächstgelegenen Wohnungen während eines Zeitraums von 10 aufeinanderfolgenden Tagen und an zwei unterschiedlichen Zeitpunkten in einem Zeitabstand von mindestens 8 Stunden wahrgenommen worden ist.

Im Einverständnis mit dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und dem Betreiber bestimmt das zugelassene Labor oder die zugelassene Einrichtung das im betreffenden Fall beste anzuwendende Verfahren, um die in Artikel 27 Absatz 2 genannte Geruchsnorm einzuhalten. Bei der Anwendung dieser Methode wird die Zeit für das Umdrehen der Mieten verhältnismäßig berücksichtigt.

**Art. 30** - Der Betreiber führt ein Umweltmanagement- und Auditsystem ein, dass der Verordnung (EG) Nr. 761/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. März 2001 über die freiwillige Beteiligung von Organisationen an einem Gemeinschaftssystem für das Umweltmanagement und die Umweltbetriebsprüfung (EMAS) genügt, um die "EMAS"-Eintragung oder "ISO 14001"-Zertifizierung für die Kompostieranlage binnen drei Jahren ab der Zustellung der Genehmigung zu erhalten.

Der Betreiber informiert den technischen Beamten und die zuständige Stelle der Wallonischen Region mindestens ein Mal pro Jahr über die Anwendung und Entwicklung des Umweltmanagementsystems.

## Abschnitt 2 — Rückverfolgbarkeit in der Kompostieranlage

**Art. 31** - § 1 - Der Betreiber führt ein System zur Verfolgung der Ströme der in Artikel 14 genannten (Bio)Stoffe und der Komposte innerhalb der Kompostieranlage ein. Dieses System gewährleistet die Trennung zwischen den verschiedenen Phasen der Bewirtschaftung innerhalb der Kompostieranlage und die Rückverfolgbarkeit betreffend die Herkunft und Bestimmung der (Bio)Stoffe und Komposte.

§ 2 - Der Betreiber ist jederzeit im Stande, die folgenden Angaben zu bestimmen:

- 1° den genauen Standort jeder Miete und jedes Loses (Bio)Stoff und Kompost;
- 2° die Zusammensetzung der Mieten, die sich in der Produktion befinden, und der Komposte;
- 3° die mengen- und qualitätsmäßigen Merkmale der Kompostlose;
- 4° die Bestimmung der Komposte.

§ 3. Der Betreiber führt während fünf Jahren ein Register über die Chronologie der Kompostlose, mit Angabe deren Zusammensetzung, Analyseergebnisse und Bestimmung.

**Art. 32** - Der Betreiber führt ein Register über die ein- und ausgeführten Biostoffe, Stoffe im Sinne von Artikel 12 Absatz 2 und Komposte, in dem folgende Angaben Tag für Tag eingetragen werden:

1° für die eingeführten Stoffe:

- a) die laufende Nummer für jedes ankommende Los von Abfällen;
- b) Datum und Uhrzeit ihres Eingangs;
- c) ihre Art und Codennummer;
- d) die Identität des Erzeugers, des Sammlers und des Transporteurs der Abfälle;
- e) die Nummer des Wiegescheins;
- f) das Nettogewicht, falls es bestimmt worden ist, und/oder das Volumen eines jedes eingeführten Loses von Abfällen;
- g) eventuell die Angabe der Ablehnung, sowie jeder andere Vorfall in Zusammenhang mit dem Umweltschutz und der Sicherheit der Umgebung;
- h) gegebenenfalls die Nummer des Transportdokuments CMR oder jedes andere vom Betreiber verfasste Dokument, durch das die Rückverfolgbarkeit der Biostoffe gewährleistet wird.

2° für die ausgehenden Stoffe:

- a) für die Komposte, deren Verwendung durch einen Verwendungsschein gedeckt ist, sind die Regelbestimmungen betreffend die Verwendung von Kompost auf oder in den Böden sowie die Bestimmungen des Verwendungsscheins einzuhalten;
- b) für die Rückstände aus dem Sieben, deren Verwendung durch einen Verwendungsschein gedeckt ist, sind die Bestimmungen des Verwendungsscheins einzuhalten;
- c) für die sonstigen ausgehenden Stoffe:
  - die Art, der Code, das Gewicht und Datum des Abtransports;
  - die Angaben zum Transportunternehmer;
  - die Angaben zu dem oder den Empfängern unter Angabe der Gewichtsaufteilung;
  - die Nummer des Wiegescheins;
  - gegebenenfalls die Nummer des CMR-Transports;
  - ggf. das Entsorgungszertifikat.

*Abschnitt 3 — Überwachung der Kompostierungsphase*

**Art. 33 - § 1** - Die erforderlichen Maßnahmen werden ergriffen zur Gewährleistung der Qualität und Homogenität der Lose sowie ggf. zur Einhaltung der Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1774/2002 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 3. Oktober 2002 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte.

§ 2 - Eine technologische Überwachung der Kompostierungsphase wird eingeführt; sie betrifft mindestens folgende Parameter:

- 1° die Temperatur (°C), die regelmäßig gemessen und je nach den Wetterverhältnissen kontrolliert wird;
- 2° die Registrierung der Chronologie der durchgeführten Vorgänge (Umdrehen, Belüften, Zufügen von Wasser, Sieben).

*Abschnitt 4 — Kontrolle des Kompostes*

**Art. 34** - In den Sonderbedingungen werden die am Kompost zu analysierenden Parameter bestimmt.

**Art. 35** - Der Kompost wird auf dem Lagerbereich in Lose aufgeteilt. Jedes Los stellt eine Kompostmenge dar, die 1 000 Tonnen oder ein Jahr Produktion, wenn die jährliche Produktion weniger als 1 000 T beträgt, nicht überschreiten darf.

**Art. 36 - § 1** - Es werden an dem Los Probenahmen vorgenommen, um eine globale repräsentative Probe zu bilden.

§ 2 - Die Proben werden von einem für die Analyse von Abfällen in der Wallonischen Region gemäß dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 über die Überwachung der Durchführung der Bestimmungen in Sachen Abfälle und giftiger Abfälle zugelassenen Labor entnommen. Die Zeugnisse betreffend die Probenahme werden vom Betreiber aufbewahrt und dem in Artikel 31 § 3 genannten Register beigelegt.

§ 3 - Der Betreiber hält die Probenahmen in einem Register fest, in dem jedes Kompostlos deutlich durch eine laufende Nummer, das Datum der Probenahme und alle nützlichen Angaben identifiziert wird, durch die es leicht in dem in Artikel 31 § 3 erwähnten Register ausfindig gemacht werden kann.

§ 4 - Der Betreiber vergewissert sich, dass die globale Probe über eine zureichende Masse verfügt, um nach der Homogenisierung eine Reihe von 4 Endproben, die für das betreffende Los repräsentativ sind, bilden zu können, so dass an jeder dieser Endproben die erforderlichen Analysen in doppelter Ausfertigung durchgeführt werden können.

Von jeder Reihe Endproben sind zwei für das für die Analyse von Abfällen in der Wallonischen Region gemäß dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 über die Überwachung der Durchführung der Bestimmungen in Sachen Abfälle und giftiger Abfälle zugelassene Labor bestimmt; die dritte Endprobe wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten, und die vierte wird vom Betreiber aufbewahrt. Der Betreiber vergewissert sich, dass die Proben in geeigneten Behältern aufbewahrt werden, unter Bedingungen, die gewährleisten, dass die Merkmale der Stoffe sich nicht ändern können. Jeder Behälter wird sorgfältig versiegelt und mit einem Etikett versehen, auf dem alle nützlichen Angaben stehen, um das Los leicht identifizieren zu können. Jeder Behälter ist mit der Unterschrift oder der Paraphe des Betreibers und ggf. des Vertreters des zugelassenen Labors versehen. Diese Proben werden während sechs Monaten ab dem Datum der Probeentnahme aufbewahrt.

**Art. 37 - § 1** - Die Analysen, die an jeder Endprobe, die für ein Los repräsentativ ist, durchzuführen sind, werden von einem für die Analyse von Abfällen in der Wallonischen Region gemäß dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 über die Überwachung der Durchführung der Bestimmungen in Sachen Abfälle und giftiger Abfälle zugelassenen Labor vorgenommen.

§ 2 - Die Analysen betreffen die in den Sonderbedingungen genannten Parameter.

§ 3 - Der Betreiber trägt dafür Sorge, dass die Ergebnisse der Analysen von dem für die Analyse von Abfällen in der Wallonischen Region gemäß dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 über die Überwachung der Durchführung der Bestimmungen in Sachen Abfälle und giftiger Abfälle zugelassenen Labor in einem referenzierten und unterschriebenen Analysebulletin eingetragen werden, und dass die authentifizierten Analyseergebnisse elektronisch der Verwaltung mitgeteilt werden, unter Einhaltung des Formats und der Bestimmungen, die von Letzterer bestimmt werden. Der Betreiber bewahrt den Beleg dieser Mitteilung auf.

§ 4 - Der Betreiber erstellt eine jährliche Übersichtstabelle der Ergebnisse der Analysen nach dem von der Verwaltung erarbeiteten Muster.

**Art. 38** - Die Kompostlose, die nicht in Übereinstimmung mit den oben angeführten und in der Genehmigung angegebenen Bestimmungen gekennzeichnet sind, können nicht verwendet oder verwertet werden.

*Abschnitt 5 — Informationen*

**Art. 39 - § 1** - Der Betreiber übermittelt der Verwaltung einen jährlichen Bericht.

Dieser Bericht enthält mindestens folgende Informationen:

1° Für das Bezugsjahr:

- a) die Liste der Erzeuger der in Artikel 12 Absatz 2 genannten, auf dem Betriebsgelände zugelassenen (Bio)Stoffe;
- b) pro Erzeuger, die Mengen der in Artikel 12 Absatz 2 genannten, zugelassenen (Bio)Stoffe, aufgeteilt auf der Grundlage ihrer Codenummer; diese Mengen werden in Nettogewichten ausgedrückt, wenn diese bestimmt worden sind, und/oder in Volumen;
- c) die (in Gewicht und Volumen ausgedrückten) Mengen der in Artikel 12 Absatz 2 genannten, zugelassenen (Bio)Stoffe, vor der Kompostierung, während der Kompostierung, und während der Reifung, sowie die Mengen von Kompost, die auf den Abtransport warten, dies am 31. Dezember des Bezugsjahres;
- d) die Menge des abtransportierten Komposts je nach der Bestimmung - Verwertung oder Beseitigung -;
- e) pro erzeugtes Kompostlos:
  - die Ergebnisse der Analysen;
  - das Gewicht;
  - die Bestimmung;
  - wenn die Komposte nicht durch einen Verwendungsschein gedeckt sind, die genaue Bezeichnung der Empfänger - Namen, Anschrift, MWSt-Nummer - und die Mengen, die jedem Empfänger übergeben werden;



f) die in Artikel 37 § 4 vorgesehene Übersichtstabelle Analysen;

g) für andere ausgehende Stoffe als die Komposte:

— die Art;

— das Gewicht;

— die Bestimmung;

— die genaue Bezeichnung der Empfänger.

h) eine Beschreibung der eingetretenen Zwischenfälle und Unfälle, sowie der während der betroffenen Periode aufgetauchten Probleme und der Art und Weise, wie diese gelöst wurden.

§ 2 - Der Bericht wird spätestens zum 31. März des Jahres, das auf das Bezugsjahr folgt, übermittelt.

Der Betreiber legt diesen Bericht in Übereinstimmung mit den von der Verwaltung bestimmten Modalitäten dar.

**Art. 40** - Die verschiedenen vom Betreiber geführten Register, der in Artikel 10 genannte Arbeitsplan, die Abschriften der mit anderen Gesellschaften abgeschlossenen Verträge oder Vereinbarungen und die Wiegescheine werden während einer Frist von fünf Jahren im Gesellschaftssitz aufbewahrt und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

#### Abschnitt 6 — Sanierungsplan

**Art. 41** - § 1 - Bei Nichteinhaltung von Artikel 27 Absatz 2 beachtet der Betreiber die Anweisungen des mit der Überwachung beauftragten Beamten. Diese können:

1° von dem Betreiber die Umsetzung eines Einsatzplans verlangen. Dieser Einsatzplan wird binnen dreißig Tagen dem mit der Überwachung beauftragten Beamten übermittelt, der die Durchführungsfristen festlegen wird;

2° von dem Betreiber die Umsetzung eines Sanierungsplans verlangen, der u.a. eine technisch-wirtschaftliche Studie umfasst, deren Zweck in der Gewährleistung der Einhaltung der in Artikel 27 Absatz 2 genannten Norm besteht.

§ 2 - In diesem Sanierungsplan werden die Änderungen angegeben und umschrieben, die an den bestehenden Anlagen zur Ableitung / Klärung von Abgasen durchzuführen sind, sowie die technischen Verfahren, die anzuwenden sind, um das o.a. Ziel zu erreichen.

§ 3 - Der Sanierungsplan wird binnen höchstens 6 Monaten bei der zuständigen Behörde und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten hinterlegt.

§ 4 - Der Betreiber vergewissert sich, dass der Sanierungsplan von einer zugelassenen Einrichtung im Rahmen der Bekämpfung der Luftverschmutzung, von einem zugelassenen Umweltverträglichkeitsprüfer, von einer spezialisierten Firma oder Einrichtung zu Lasten des Betreibers durchgeführt wird.

§ 5 - Auf der Grundlage des Sanierungsplans erstellt der mit der Überwachung beauftragte Beamte einen Bericht mit den Fristen für die Durchführung der Sanierungsarbeiten und schlägt der zuständigen Behörde die durchzuführenden Sanierungsarbeiten vor, wie u.a. Änderungen an bereits bestehenden Anlagen oder Einrichtungen von zusätzlichen Kläranlagen mit Angabe der Durchführungsfristen für diese Arbeiten.

#### Abschnitt 7 — Wasser

**Art. 42** - Der Betreiber verwendet die Referenzmethoden für die Bemusterung und die Analyse aller in den Artikeln 23 bis 26 erwähnten Parameter, die durch das "Institut scientifique de service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 über die Aufgabe des "Institut scientifique de service public" als Referenzlaboratorium für Wasser, Luft und Abfälle für gültig erklärt worden sind.

**Art. 43** - Das abgeleitete Abwasser wird durch eine folgenden Anforderungen genügende Kontrollvorrichtung abgeführt:

1° eine leichte Entnahme von Proben vom abgeleiteten Wasser ermöglichen;

2° leicht zugänglich sein, dies ohne vorherige Formalität;

3° an einem Ort stehen, der alle Garantien in Bezug auf die Menge und die Qualität des Wassers bietet.

**Art. 44** - Jede versehentliche Ableitung in das Oberflächenwasser wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten gemeldet.

Jede versehentliche Ableitung in die öffentliche Kanalisation wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und der zugelassenen Klärungseinrichtung gemeldet.

#### KAPITEL VIII — Sicherheitsleistung

**Art. 45** - Die in Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umwelt erwähnte Sicherheitsleistung wird für den Betrieb angefordert und ihr Betrag wird durch die besonderen Bedingungen festgesetzt.

#### KAPITEL IX — Abänderungs-, Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 46** - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird ein letzter Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Wenn der Antrag auf eine Umweltgenehmigung eine in den Rubriken 90.23.11.02 und 90.23.11.03 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnte Kompostieranlage betrifft, umfasst er neben den in Absatz 1 vorliegenden Artikels verlangten Angaben ebenfalls die in der Anlage XXIV des vorliegenden Erlasses angegebenen Informationen.»

**Art. 47** - In Artikel 30 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird ein letzter Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Wenn der Antrag auf eine Globalgenehmigung eine in den Rubriken 90.23.11.02 und 90.23.11.03 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnte Kompostieranlage betrifft, umfasst er neben den in Absatz 1 vorliegenden Artikels verlangten Angaben ebenfalls die in der Anlage XXIV des vorliegenden Erlasses angegebenen Informationen.»



**Art. 48** - In denselben Erlass wird eine Anlage XXIV mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Anlage XXIV

In seinem Genehmigungsantrag gibt der Betreiber Folgendes an:

1° die Verteilung in Volumen und Bodenfläche, die verschiedenen Biostoffe und Komposte, die in den verschiedenen Bereichen vorhanden sind, die in Artikel 6 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2009 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der Kompostieranlagen, wenn die Menge des gelagerten Stoffes mindestens 500 m<sup>3</sup> beträgt, erwähnt sind;

Diese Informationen werden auf der Grundlage folgender Tabelle angegeben.

Bereich	Volumen (m <sup>3</sup> )*	Benutzte Fläche (m <sup>2</sup> )*
Vorbehandlung		
Kompostierung (außer Reifung)		
Kompostierung (für die Reifung vorbehaltener Bereich)		
Sieben		
Lagerung des Komposts		

\*: Maximale Volumen und Fläche, die potentiell notwendig sind, um den Produktionsbedürfnissen der gesamten Kompostieranlage zu genügen.

2° die Liste der Biostoffe, die in der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2009 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der Kompostieranlagen, wenn die Menge des gelagerten Stoffes mindestens 500 m<sup>3</sup> beträgt, erwähnt sind, und ggf. die nicht in der Anlage I dieses Erlasses erwähnten Biostoffe;

3° die Liste der Stoffe, die in Artikel 12, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2009 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der Kompostieranlagen, wenn die Menge des gelagerten Stoffes mindestens 500 m<sup>3</sup> beträgt, erwähnt sind, und den Nachweis ihrer Nützlichkeit;

Der Betreiber verfasst einen Plan zur Bekämpfung der Geruchsbelästigungen, den er seinem Genehmigungsantrag beifügt. In diesem Plan wird dargestellt, wie die Abgase aus der Kompostieranlage unter Berücksichtigung der Bestimmungen von Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2009 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der Kompostieranlagen, wenn die Menge des gelagerten Stoffes mindestens 500 m<sup>3</sup> beträgt, ausgestoßen werden.

Er enthält mindestens folgende Informationen:

- ein komplettes Verzeichnis der Emissionsquellen;
- die getroffenen Maßnahmen zur Begrenzung der bedeutenden Belästigungen, die auf eine Quelle oder einen Vorgang zurückgeführt werden können;
- die technische Beschreibung der Kläranlagen;
- den Wartungsplan der Kläranlagen;
- eine Studie betreffend die Streuung der Gerüche, durch die nachgewiesen wird, dass die Bestimmungen von Artikel 27, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2009 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der Kompostieranlagen, wenn die Menge des gelagerten Stoffes mindestens 500 m<sup>3</sup> beträgt, eingehalten werden.»

**Art. 49** - Die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser sind nicht mehr auf die im vorliegenden Erlass erwähnten Betriebe anwendbar.

**Art. 50** - Der vorliegende Erlass ist ab seinem Inkrafttreten auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

In Abweichung von Absatz 1:

1° ist Artikel 6 § 1 letzter Satz nicht auf die bereits bestehenden Betriebe anwendbar, die über eine gut begrenzte Zufahrtstraße verfügen;

2° verfasst der Betreiber eines bereits bestehenden Betriebs einen Plan zur Bewältigung der Geruchsbelästigungen im Sinne von Artikel XXIV des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, mit Ausnahme der Studie über die Streuung der Gerüche, binnen 9 Monaten ab dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses;

Artikel 27 Absatz 2, ist ebenfalls auf die bereits bestehenden Betriebe anwendbar, deren Genehmigung eine strengere Geruchsnorm vorsieht.

**Art. 51** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juni 2009

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten,  
der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

#### Anlage I

02 Abfälle aus der Landwirtschaft, dem Gartenbau, der Aquakultur, der Forstwirtschaft, der Jagdwirtschaft und der Fischerei, sowie aus der Herstellung und Verarbeitung von Nahrungsmitteln.

02 01 Abfälle aus der Landwirtschaft, dem Gartenbau, der Aquakultur, der Forstwirtschaft, der Jagdwirtschaft und der Fischerei.

02 01 03 Abfälle aus Pflanzengewebe.

02 01 06 Tierische Ausscheidungen, Urin und Mist (einschließlich verdorbenes Stroh), Abwässer, getrennt gesammelt und extern behandelt.

02 01 07 Abfälle aus der Forstwirtschaft.

02 01 99 Abfälle a. n. g. (kompostierbare organische Fraktion).

**02 02 Abfälle aus der Zubereitung und Verarbeitung von Fleisch, Fisch und anderen Nahrungsmitteln tierischen Ursprungs.**

02 02 04 Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung.

02 02 99 Abfälle a. n. g. (Fäkalien - Kot).

**02 03 Abfälle aus der Zubereitung und Verarbeitung von Obst, Gemüse, Getreide, Speiseölen, Kakao, Kaffee, Tee und Tabak, der Konservherstellung, der Herstellung von Hefe und Hefeextrakt, der Zubereitung und Fermentierung von Melasse.**

02 03 01 Schlämme aus Wasch-, Reinigungs-, Schäl-, Zentrifugier- und Abtrennprozessen.

02 03 03 Abfälle aus der Extraktion mit Lösungsmitteln.

02 03 04 Für Verzehr oder Verarbeitung ungeeignete Stoffe.

02 03 05 Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung.

02.03.99 Abfälle a. n. g. (Rückstände aus der Filtrierung).

**02 04 Abfälle aus der Zuckerherstellung.**

02 04 02 nicht spezifikationsgerechter Calciumcarbonatschlamm.

02 04 03 Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung.

02.04.99 Abfälle a.n.g. (Malzkeim, Schlempe, Melasse, Schnitzelrückstände, für die Fütterung der Tiere ungeeignete Rüben).

**02 05 Abfälle aus der Milchverarbeitung.**

02 05 01 Für Verzehr oder Verarbeitung ungeeignete Stoffe.

02 05 02 Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung.

02.05.99 Abfälle a. n. g. (Rückstände aus der Filtrierung).

**02 06 Abfälle aus der Herstellung von Back- und Süßwaren.**

02 06 01 Für Verzehr oder Verarbeitung ungeeignete Stoffe.

02 06 03 Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung.

02.06.99 Abfälle a. n. g. (Rückstände aus der Filtrierung).

**02 07 Abfälle aus der Herstellung von alkoholischen und alkoholfreien Getränken (außer Kaffee, Tee und Kakao).**

02 07 01 Abfälle aus der Wäsche, Reinigung und mechanischen Zerkleinerung des Rohmaterials.

02 07 02 Abfälle aus der Alkoholdestillation.

02 07 04 Für Verzehr oder Verarbeitung ungeeignete Stoffe.

02 07 05 Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung.

02.07.99 Abfälle a. n. g. (Rückstände aus der Filtrierung).

**03 Abfälle aus der Holzbearbeitung und der Herstellung von Platten, Möbeln, Zellstoffen, Papier und Pappe.**

03 01 Abfälle aus der Holzbearbeitung und der Herstellung von Platten und Möbeln.

03 01 01 Rinden und Korkabfälle.

03 01 05 Sägemehl, Späne, Abschnitte, Holz, Spanplatten und Furniere mit Ausnahme derjenigen, die unter 03 01 04 fallen.

**03 03 Abfälle aus der Herstellung und Verarbeitung von Zellstoff, Papier, Karton und Pappe.**

03 03 01 Rinden und Korkabfälle.

03 03 07 mechanisch abgetrennte Abfälle aus der Auflösung von Papier- und Pappabfällen

03 03 08 Abfälle aus dem Sortieren von Papier und Pappe für das Recycling

03 03 10 Faserabfälle, Faser-, Füller- und Überzugsschlämme aus der mechanischen Abtrennung

03 03 11 Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung mit Ausnahme derjenigen, die unter 03 03 10 fallen

**04 Abfälle aus der Leder-, Pelz- und Textilindustrie**

04 01 Abfälle aus der Leder- und Pelzindustrie

04 01 01 Fleischabschabungen und Häuteabfälle

04 01 02 geäschertes Leimleder

04 01 07 chromfreie Schlämme, insbesondere aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung

04.01.99 Abfälle a. n. g. (Rinderhaare)

**04 02 Abfälle aus der Textilindustrie**

04 02 10 organische Stoffe aus Naturstoffen (z.B. Fette, Wachse)

04 02 20 Schlämme aus der betriebseigenen Abwasserbehandlung mit Ausnahme derjenigen, die unter 04 02 19 fallen

04 02 21 Abfälle aus unbehandelten Textilfasern

**17 Bau- und Abbruchabfälle (einschließlich Aushub von verunreinigten Standorten).**

17 02 Holz, Glas und Kunststoff.

17 02 01 Holz.

**19 Abfälle aus Abfallbehandlungsanlagen, öffentlichen Abwasserbehandlungsanlagen sowie der Aufbereitung von Wasser für den menschlichen Gebrauch und Wasser für industrielle Zwecke.**

19 08 Abfälle aus Abwasserbehandlungsanlagen a. n. g.

19 08 05 Schlämme aus der Behandlung von kommunalem Abwasser.

19 08 12 Schlämme aus der biologischen Behandlung von industriellem Abwasser mit Ausnahme derjenigen, die unter 19 08 11 fallen.

19 08 14 Schlämme aus einer anderen Behandlung von industriellem Abwasser mit Ausnahme derjenigen, die unter 19 08 13 fallen.

**19 09 Afvalle aus der Aufbereitung von zum menschlichen Verbrauch bestimmtem Wasser oder von zu industriellen Zwecken bestimmtem Wasser.**

19 09 02 Schlämme aus der Wasserklärunq.

19 09 03 Schlämme aus der Dekarbonatisierung.

**19 12 Afvalle aus der mechanischen Behandlung von Afällen (z.B. Sortieren, Zerkleinern, Verdichten, Pelletieren) a. n. g.**

19 12 07 Holz mit Ausnahme desjenigen, das unter 19 12 06 fällt.

**20 Siedlungsabfälle (Haushaltsabfälle und ähnliche gewerbliche und industrielle Afälle, sowie Afälle aus Einrichtungen), einschließlich getrennt gesammelter Fraktionen.**

20 01 Getrennt gesammelte Fraktionen (außer 15.01).

20 01 08 biologisch abbaubare Küchen- und Kantinenabfälle.

20 01 38 Holz mit Ausnahme desjenigen, das unter 20 01 37 fällt.

20 01 99 Afälle a. n. g. (Grünabfälle).

**20 02 Garten- und Parkabfälle (einschließlich Friedhofsabfälle).**

20 02 01 Biologisch abbaubare Afälle.

**20 03 Sonstige gemeindliche Afälle.**

20 03 02 Marktabfälle.

20 03 99 Siedlungsabfälle a. n. g. (Grünabfälle).

**20 96 Sonstige bei der üblichen Tätigkeit der Haushalte anfallende Afälle.**

20 96 62 kompostierbare oder biomethanisierbare Fraktion der Rohabfälle.

20 96 99 Afälle a. n. g. (Grünabfälle).

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2009 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der Kompostieranlagen, wenn die Menge des gelagerten Stoffes mindestens 500 m<sup>3</sup> beträgt, und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 18. Juni 2009

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 3176

[2009/204053]

**18 JUNI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de composteringsinstallaties wanneer de opgeslagen hoeveelheid stoffen 500 m<sup>3</sup> of meer bedraagt en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8, 9, 17, 55 en 65, § 1, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het advies 46.115/4 van de Raad van State, gegeven op 6 april 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de voorschriften van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, die aanvankelijk zijn genomen ter uitvoering van artikel 3, § 1, van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, nu opgeheven, voortaan hun wettelijke grondslag vinden in de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning op grond waarvan de Regering bevoegd is om algemene voorwaarden in de zin van hoofdstuk I, afdeling III, van dit decreet vast te leggen;

Overwegende dat de Regering, wanneer ze sectorale voorwaarden vastlegt, krachtens artikel 5, § 2, derde lid, van het decreet van 11 maart 1999 slechts van de algemene voorwaarden mag afwijken voor zover ze die afwijking motiveert;

Overwegende thans dat het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 gedeeltelijk verouderd is; dat sommige van de bepalingen ervan immers zijn opgenomen in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt (hoofdstuk VI - Algemeen reglement voor de sanering van het stedelijk afvalwater) wat betreft het huishoudelijk afvalwater en in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Overwegende dat sommige parameters bedoeld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 niet meer relevant zijn, niet meer toepasselijk zijn op het geheel van de activiteitensectoren of verwijzen naar analysemethodes die nu verboden zijn, o.a. :

— de ontbindingstest met methyleenblauw, een parameter die niet meer wordt gebruikt;

— de met tetrachloorkoolstof afscheidbare koolwaterstoffen, waarvan de analyse nu verboden is en waarvoor een andere methode wordt gebruikt;

Overwegende tenslotte dat de niet-toepassing van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 als gevolg heeft dat het aantal reglementaire teksten die op een inrichting toepasselijk zijn beperkt kan worden en zodoende beantwoordt aan de wil van de Waalse Regering om een programma voor administratieve rationalisering en vereenvoudiging aan te nemen;

Overwegende dat dit besluit aan de Europese Commissie meegedeeld werd overeenkomstig artikel 8 van Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij; dat de Europese Commissie geen opmerking heeft gemaakt;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

**Artikel 1.** Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de in de rubriek 90.23.11.02 en 90.23.11.03 bedoelde composteringsinstallaties wanneer de opgeslagen hoeveelheid stoffen 500 m<sup>3</sup> of meer bedraagt, en op de lozingen van industrieel afvalwater van de composteringsinstallaties bedoeld in rubriek 90.10.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

**Art. 2.** Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

1° compostering : het in aanwezigheid van zuurstof in gecontroleerde omstandigheden van biomaterie door micro- en macro-organismen veroorzaakte autotherme en thermofiele biologische afbraakproces waarmee een stabiele, gehygiëniseerde en rijk aan compost geheten organische materie wordt verkregen;

2° biomaterie : alle afval, stof of materie die aëroob of anaëroob afbreekbaar is;

3° opgeslagen materiaal : het geheel van de biomateries, materies en compost aanwezig op de site;

4° voorbehandeling : het geheel van de handelingen die voorafgaand aan de compostering met betrekking tot de ontvangst, de voorbereiding en de opslag van biomaterie;

5° gesloten installatie : een installatie waarin de gedeelten voorbehandeling en compostering die geurhinder veroorzaken worden afgezonderd en waarvoor de omgevingslucht fysisch, chemisch of biologisch wordt behandeld alvorens in de buitenomgeving reïntegreerd te worden;

6° rijping : de eindfase van de compostering die volgt op de fase waarin de organische materie wordt afgebroken en die de stabilisatie van het product mogelijk maakt;

7° administratie : het Operationele directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, vertegenwoordigd door zijn algemeen directeur of diens afgevaardigde;

8° zwad : een indeling van biomaterie met het oog op het composteringsproces en de opslag;

9° geurconcentratie : de geurconcentratie uitgedrukt in geureenheden (ou), drukt de verdunningsfactor uit die op het geurmengsel toegepast moest worden om de gemiddelde perceptiedrempel van een individu te bereiken;

10° Europese geurconcentratie (ouE/m<sup>3</sup>) : de geurconcentratie die de verdunningsfactor uitdrukt die op het geurmengsel toegepast moest worden om de perceptiedrempel (50 % opsporingskans) van een gekalibreerd jury in genormaliseerde meetomstandigheden (23 °C, 50 % RH) te bereiken. De bemonstering en de kwantificering van de geur aan de geurdrempel zijn gestandaardiseerd door de norm NBN EN 13725;

11° bestaande inrichting : inrichting die behoorlijk is vergund vóór de inwerkingtreding van dit besluit. De inrichting waarvoor een vergunningsaanvraag vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend, wordt gelijkgesteld met een bestaande inrichting. De verbouwing of uitbreiding van een inrichting die de uitbater vóór de inwerkingtreding van dit besluit meldt heeft in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld.

#### HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

**Art. 3. § 1.** De composteringsinstallatie is niet toegankelijk voor personen die geen toelating van de exploitant hebben.

§ 2. De composteringsinstallatie is afgesloten met een omheining van minstens twee meter hoog. Andere stevige materiële middelen kunnen aangewend worden voor zover ze dezelfde graad van bescherming en veiligheid als de omheining garanderen.

§ 3. De toegangswegen tot de composteringsinstallatie worden buiten de openingstijden met een hek of een slagboom afgesloten. Het hek of de slagboom mag slechts onder het toezicht van de exploitant of van diens aangestelde open blijven.

**Art. 4.** Een composteringsinstallatie met meer dan 1 000 m<sup>3</sup> opslagcapaciteit is uitgerust met een geijkte, automatisch registrerende weegbrug.

De geladen voertuigen die de composteringsinstallatie binnenrijden of verlaten moeten over de weegbrug.

**Art. 5. § 1.** Er is een parkeerruimte aangelegd voor de voertuigen die op lossing wachten.

§ 2. De in- en uitgang, de parkeerruimte en de rijwegen binnen de composteringsinstallatie zijn zodanig ontworpen en aangelegd dat alle gevaar voor opstopping of ongeval binnen de installatie en op de openbare weg voorkomen kan worden.

§ 3. De parkeerruimte en de rijwegen binnen de composteringsinstallatie zijn bedekt met een stevige verharding en worden regelmatig gereinigd opdat het voertuigenverkeer stof noch slib zou verspreiden.

**Art. 6. § 1.** De composteringsinstallatie wordt desgevallend fysiek gescheiden van de installaties die niet voor compostering dienen en die door de exploitant op de site beheerd worden. De afvalstromen bestemd voor de andere installaties op de site mogen niet langs de zone voorbehouden aan de composteringsinstallatie.

§ 2. De composteringsinstallatie omvat op zijn minst :

1. een ruimte voor de voorbehandeling van de biomaterie;

2. een ruimte met alle nuttige uitrustingen en voorzieningen voor compostering en gedimensioneerd zodat de materie lang genoeg kan verblijven om compost van goede kwaliteit te verkrijgen;

3. een zeefruimte;

4. een opslagruimte voor compost in afwachting van afvoer.

§ 3. De ruimtes zijn met een waterdicht alsook mechanisch en chemisch bestendig materiaal overdekt om insijpeling in de grond te voorkomen. De dichte oppervlakte helt voldoende om afvloeiend sap en water gravitair op te vangen.

### HOOFDSTUK III. — *Uitbating*

#### *Afdeling 1. — Algemeenheden*

**Art. 7.** Containers of voertuigen die de composteringsinstallatie verlaten zijn desgevallend voorzien van dekzeilen of netten om verlies van materie of stof tijdens het vervoer te voorkomen. De wielen van de voertuigen die de composteringsinstallatie verlaten zijn vrij van slib en afval.

**Art. 8.** De contracten of overeenkomsten tussen de uitbater en de ondernemingen of instellingen belast met de afvoer, opwaardering en/of verwijdering van de afval, behalve de compost en de zeefweigerings gedekt door een gebruikscertificaat, bevatten de gegevens van de installaties waar ze verwijderd of opgewaardeerd worden, alsook het registratienummer bij het Departement Grond en Afval van de administratie.

**Art. 9.** De handelingen i.v.m. de inontvangstname van de biomaterie mogen slechts in aanwezigheid en onder toezicht van de uitbater of van diens aangestelde uitgevoerd worden.

De openingstijden van de composteringsinstallatie liggen vast in de bijzondere voorwaarden. Met uitzondering van de biomaterie die ingevolge een noodmaatregel aangenomen wordt, mogen de handelingen i.v.m. de inontvangstname van de biomaterie, de afvoer van afval en de levering van compost niet buiten die openingstijden plaatsvinden.

**Art. 10.** De exploitant moet beschikken over een werkplan waarin op zijn minst de volgende gegevens voorkomen :  
1° de instructies die nodig zijn om in alle omstandigheden te zorgen voor de vlotte werking van de composteringsinstallatie, met inachtneming van de bepalingen inzake afval, alsook van deze voorwaarden;

2° de nodige instructies en procedures met het oog op de organisatie van de aanneming, de toelating en de voorbehandeling van de biomaterie;

3° de instructies die nodig zijn om voortdurend te zorgen voor de netheid van de composteringsinstallatie;

4° de maatregelen inzake ongevallen- en brandpreventie;

5° de instructies voor het personeel in geval van ongeval of brand;

6° de procedures tot stand gebracht om te zorgen voor de traceerbaarheid van de stromen biomaterie en afval binnen en stroomafwaarts de composteringsinrichting;

7° de organisatie van de opslag en de ophaal van de biomaterie en de afval;

8° de nodige instructies voor de afvoer van de opgeslagen biomaterie en compost voor het geval de installatie of een deel ervan niet meer operationeel zou zijn;

9° de nauwkeurige plaatsbepaling van de verschillende ruimtes, alsook de inhoud ervan.

**Art. 11.** In het geval van een gesloten installatie wordt de biomaterie die na aanneming niet onmiddellijk in het composteringsproces opgenomen kan worden, opgeslagen in een afgesloten ruimte waarin de omgevingslucht behandeld wordt. De biomaterie wordt snel opgenomen in het composteringsproces, eventueel na sortering en vermaling.

In de overige installaties wordt de biomaterie snel opgenomen in het composteringsproces, eventueel na sortering en vermaling. Wanneer de aangevoerde biomaterie bij de opslag ervan geurhinder veroorzaakt, wordt ze dezelfde dag gesorteerd, vermald en in het composteringsproces opgenomen.

#### *Afdeling 2. — Toegelaten biomaterie en stoffen*

**Art. 12.** O.a. de biomaterie bedoeld in bijlage I kan in aanmerking komen voor het composteringsproces voor zover ze niet gevaarlijk is.

De stoffen waarvan bewezen is dat ze het proces of de kwaliteit van de compostering verbeteren, kunnen, voor zover ze niet gevaarlijk zijn, ook in aanmerking komen voor compostering.

**Art. 13.** Alleen de biomaterie waarvan de concentraties van elementen metalen sporen de onderstaande grenswaarden niet overschrijden kunnen in aanmerking komen voor compostering :

Element	Grenswaarde in mg/kg DS.
Cd	10
Cu	600
Ni	100
Pb	500
Zn	2 000
Hg	10
Cr	500

**Art. 14.** Alleen de biomaterie en de stoffen bedoeld in artikel 12 en vermeld in de vergunning worden in de compostering toegelaten.

#### *Afdeling 3. — Niet toegelaten biomaterie*

**Art. 15.** Compostering is verboden voor :

1° de biomaterie die niet in artikel 14 bedoeld wordt;

2° de biomaterie bedoeld in artikel 14 waarvan het niet ontbindbare gedeelte 5 % aan gewicht overschrijdt;

3° de biomaterie die niet voldoet aan de bepalingen van artikel 13;

4° de biomaterie die niet past bij de ten uitvoer gelegde compostering;

5° behandeld hout.



*Afdeling 4. — Voorafgaande aanneming en toelating op de site**Onderafdeling I. — Voorafgaande aanneming*

**Art. 16.** § 1. Alvorens voor compostering aangenomen te worden is alle krachtens artikel 14 toegelaten biomaterie of stof het voorwerp van een aanvraag tot aanneming bij de uitbater van de composteringsinstallatie. Die aanvraag bevat op zijn minst :

- 1° de personalia van de producent;
- 2° de personalia van de vervoerder;
- 3° de personalia van de ophaler;
- 4° de bestemmingslokatie;
- 5° de jaarlijkse hoeveelheden, de frequentie van de aanvoeren, het geschatte aantal ton en kubiekmeter;
- 6° de naam van de biomaterie of van de stof en de code ervan;
- 7° het productieproces;
- 8° de kenmerken van de biomaterie of van de stof, alsook de lijst van de potentiële vervuilingselementen;
- 9° de analyseresultaten betreffende op zijn minst de elementen metalen sporen bedoeld in artikel 13 en, desgevallend, bovenbedoelde potentiële vervuilingselementen.

De uitbater aanvaardt of verwerpt de aanvraag op grond van de lijst van de toegelaten biomaterie en stoffen en van de voorschriften van zijn vergunning. De beslissing wordt naar de aanvrager gezonden.

In geval van twijfel over de kenmerken van de biomaterie en de stoffen waarvoor een voorafgaande aanvaarding geëist wordt, verzoekt de uitbater de administratie om advies.

§ 2. De voorafgaande aanvaardingsprocedure is niet van toepassing op :

- 1° groenafval;
- 2° niet behandeld hout;
- 3° organische afval afkomstig van de selectieve ophaal bij gezinnen;
- 4° slib van zuiveringsstations dat in aanmerking komt voor een gebruikscertificaat afgeleverd op basis van het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 1995 houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiveringsslib of slib afkomstig van behandelingscentra voor slijk uit septische putten;
- 5° afval gedekt door een gebruikscertificaat voor landbouwvalorisatie afgeleverd op basis van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt.

*Onderafdeling 2. — Procedure tot toelating in de composteringsinstallatie*

**Art. 17.** Vooraleer de toegelaten en aangenomen biomaterie of stoffen in het composteringproces worden opgenomen, worden ze onder het toezicht van de uitbater of van diens aangestelde in ontvangst genomen en gecontroleerd.

De controle slaat op :

- 1° de begeleidingsdocumenten waarin de afvalregelgeving voorziet en, desgevallend, de documenten of een leesbaar en niet doorhaald afschrift ervan waaruit blijkt dat de voor aanneming voorgestelde biomaterie of stoffen voldoen aan de bepalingen van de artikelen 13, 14 en 16;
- 2° een visuele verificatie van de inhoud van de laadbak van het binnenrijdend voertuig en bij het lossen ervan op de voorbehandelingsruimte, zodat de aard en de herkomst van de biomaterie of stoffen bevestigd kunnen worden.

De uitbater of diens aangestelde kan desnoods analyses op die biomaterie of stoffen uitvoeren.

**Art. 18.** Wanneer biomaterie of stoffen niet in de composteringsinstallatie toegelaten worden, verwittigt de uitbater onmiddellijk de administratie, per fax of e-mail. Dat bericht bevat de volgende gegevens :

- 1° de aard, hoeveelheid en herkomst van de geweigerde biomaterie of stoffen en de code ervan;
- 2° de reden van de weigering;
- 3° de naam en het adres van de vervoerder, van de producent en, desgevallend, van de bezitter van de biomaterie of van de stoffen;
- 4° het registratienummer of elk middel tot identificatie van het voertuig;
- 5° desgevallend, een afschrift van het document "commission marchandise par route" (CMR) of van elk ander document opgesteld door de uitbater van de composteringsinstallatie waarmee de traceerbaarheid van de biomaterie of van de stoffen gegarandeerd wordt;
- 6° indien mogelijk, de overwogen bestemming voor de geweigerde biomaterie of stoffen.

De geweigerde biomaterie of stoffen worden gedurende drie uur in de composteringsinstallatie geïmmobiliseerd, te rekenen van de verzending van de fax of van het e-mail aan de administratie, tenzij ze rechtstreeks naar een vergund sorteer-, valorisatie- of wegwerkingscentrum afgevoerd worden. Bij gebrek aan reactie van de administratie binnen die termijn worden de biomaterie of de stoffen naar een vergund sorteer-, valorisatie- of wegwerkingscentrum afgevoerd.

*HOOFDSTUK IV. — Ongevallen- en brandpreventie*

**Art. 19.** Vóór de inbedrijfstelling van de composteringsinstallatie en vóór elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die de risico's voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen, verstrekt de uitbater de territoriaal bevoegde brandweerdienst informatie over de getroffen maatregelen en de aangewende uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

**Art. 20.** De ruimtes bedoeld in artikel 6, § 2, worden ontworpen en aangelegd zodat elk ongeval voorkomen kan worden bij het lossen van de voertuigen en bij alle andere handelingen i.v.m. de activiteit op de exploitatiesite.

*HOOFDSTUK V. — Water**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 21.** § 1. Het systeem voor de opvang van het afvalwater uit de ruimtes bedoeld in artikel 6, § 2, is strikt gescheiden van het systeem voor de opvang van het huishoudelijk afvalwater en het regenwater dat niet vervuild en niet voor vervuiling vatbaar is.

§ 2. Het afvalwater afkomstig van de ruimtes bedoeld in artikel 6, § 2, mag niet in de grondwateren geloosd worden.

**Art. 22.** Het afvalwater afkomstig van de ruimtes bedoeld in artikel 6, § 2, kan opgeslagen worden in waterdichte opslaginfrastructuren met voldoende capaciteit die garanderen dat bij regenweer geen lozing plaatsvindt en die ingericht zijn zodat alle toevoer van onbeheerst afvloeiings- of dakwater voorkomen kan worden.

In afwijking van het eerste lid wordt een lozing uit de opslaginfrastructuren toegelaten in geval van buitengewone weersomstandigheden, die nader bepaald worden door het Koninklijk Meteorologisch Instituut. Er wordt geacht dat dergelijke omstandigheden zich jaarlijks voordoen. In dat geval worden overschrijdingen van 50 % van de volgende parameters toegestaan : DBO<sub>5</sub>, DCO, MES, bezinkbare stoffen en ammoniumstikstof, voor minder dan vierentwintig uren.

*Afdeling 2. — Voorwaarden voor het lozen in gewone oppervlaktewateren en kunstmatige afwateringswegen*

**Art. 23.** Huishoudelijk afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater of in een kunstmatige afwateringsweg wordt geloosd voldoet aan de volgende voorwaarden :

1. de pH is niet hoger dan 9 of niet lager dan 6,5;
2. de temperatuur bedraagt hoogstens 30°;
3. het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 3 mg per liter;
4. een representatief monster van het geloosde water is vrij van oliën, vetten of andere drijvende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een drijfslaag vormen;
5. het is vrij van vaste afvalstoffen die vooraf mechanisch vermalen werden;
6. het is vrij van de stoffen bedoeld in de artikelen R.131 tot R.141 en in de bijlagen I en VII bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

**Art. 24.** Afvalwater afkomstig van de ruimtes bedoeld in artikel 6, § 2, dat in gewoon oppervlaktewater of in een kunstmatige afwateringsweg wordt geloosd voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° de pH ligt tussen 6,5 en 10,5;
- 2° de temperatuur bedraagt hoogstens 30°;
- 3° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan 90 mg zuurstof per liter;
- 4° de zuurstofbehoefte is niet hoger dan 300 mg/l;
- 5° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 60 mg per liter;
- 6° het gehalte aan bezinkbare stoffen bedraagt hoogstens 0,5 ml per liter (tijdens een statische bezinking van 2 uren);
- 7° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 5 mg per liter;
- 8° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg per liter;
- 9° het gehalte aan ammoniumstikstof is niet hoger dan 50 mg N per liter;
- 10° een representatief monster van het geloosde water is vrij van oliën, vetten of andere drijvende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een drijfslaag vormen
- 11° het is verboden mechanisch vermalde vaste stoffen te storten of water te lozen dat zulke stoffen bevat;
- 12° het is vrij van de stoffen bedoeld in de artikelen R.131 tot R.141 en in de bijlagen I en VII bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

*Afdeling 3. — Voorwaarden voor het lozen in openbare rioleringen*

**Art. 25.** Huishoudelijk afvalwater dat in openbare rioleringen wordt geloosd voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° het is vrij van textielvezels, kunststofverpakkingen of vaste huisafval, al dan niet organisch;
- 2° het is vrij van :
  - a) minerale oliën, brandbare producten en vluchige oplosmiddelen;
  - b) het bevat niet meer dan 500 mg per liter stoffen met petroleumether die extraheerbaar zijn;
  - c) alle stoffen waardoor het rioleringswater giftig of gevaarlijk kan worden;
  - d) vaste afvalstoffen die vooraf mechanisch vermalen werden;
- 3° het geloosde water is vrij van de gevaarlijke stoffen bedoeld in de artikelen R.131 tot R.141 en in de bijlagen I en VII bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

**Art. 26.** Afvalwater afkomstig van de ruimtes bedoeld in artikel 6, § 2, dat in de openbare rioleringen geloosd wordt, voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° de pH ligt tussen 6,5 en 10,5;
- 2° de temperatuur bedraagt hoogstens 45°;
- 3° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 1000 mg per liter;
- 4° de diameter van de zwevende stoffen bedraagt niet meer dan 10 mm;
- 5° het gehalte aan bezinkbare stoffen bedraagt hoogstens 200 ml per liter (tijdens een statische bezinking van 2 uren);
- 6° het gehalte aan met petroleumether extraheerbare stoffen is niet hoger dan 500 mg per liter;
- 7° het geloosde water bevat geen opgelost ontvlambaar of ontplofbaar gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;
- 8° het afvalwater bevat geen stoffen die :
  - a) gevaar kunnen inhouden voor het onderhoudspersoneel van de rioleringen en installaties;
  - b) de leidingen zouden kunnen beschadigen of verstoppen;
  - c) de vlotte werking van de stuwings- en zuiveringsinstallaties zouden kunnen hinderen;
- 9° het geloosde water is vrij van de gevaarlijke stoffen bedoeld in de artikelen R.131 tot R.141 en in de bijlagen I en VII bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

HOOFDSTUK VI. — *Lucht*

**Art. 27.** De uitbater voorziet in de nodige uitrustingen en installaties om eventuele geurhinder te beheersen en te neutraliseren. Hij neemt de geschikte maatregelen om verspreiding van biomaterie, stoffen, compost en afval te voorkomen en om de buurt stof- en geurhinder te besparen.

De geurconcentraties berekend bij de immissie aan de eigendomsgrens van de dichtstbij gelegen woningen zijn niet hoger dan 3 ou/m<sup>3</sup> voor het percentiel 98 (deze waarde mag dus slechts gedurende 2 % van de tijd overschreden worden).

HOOFDSTUK VII. — *Controle en toezicht**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 28.** De ijking van de weegbrug wordt minstens één keer om de 4 jaar door een bevoegde instantie gecontroleerd. De uitbater bewaart de ijkingscontrolerapporten op de bedrijfszetel en legt ze ter inzage van de toezichthoudend ambtenaar.

**Art. 29.** De toezichthoudend ambtenaar doet een beroep op een erkend laboratorium of een erkende instelling in het kader van de bestrijding van de luchtvervuiling wanneer hij in de loop van een periode van 10 opeenvolgende dagen op twee verschillende tijdstippen met minstens 8 uren tussentijd de kenmerkende geur van de composteringsinstallatie vaststelt aan de eigendomsgrens van de dichtstbij gelegen woningen.

Het erkend laboratorium of de erkende instelling bepaalt in overeenstemming met de toezichthoudend ambtenaar en de uitbater welke methode in bedoeld geval het best aangewend wordt om na te gaan of de geurnorm bedoeld in artikel 27, tweede lid, in acht genomen wordt. Die methode houdt verhoudingsgewijs rekening met de omdraaiingstijd van de zwaden.

**Art. 30.** De uitbater voorziet in een milieubeheer- en milieuauditsysteem conform Verordening EEG nr. 761/2001 van 19 maart 2001 waarbij de houders van erkenningen vrijwillig kunnen deelnemen aan een communautair milieubeheer- en milieuauditsysteem ten einde de registratie "EMAS" of de certificatie "ISO 14001" voor de composteringsinstallatie te verkrijgen binnen een termijn van drie jaar, die ingaat op de datum van kennisgeving van de vergunning.

De uitbater verstrekt de toezichthoudend ambtenaar en de bevoegde instelling van het Waalse Gewest minstens één keer per jaar informatie over de toepassing en de evolutie van het milieubeheersysteem.

*Afdeling 2. — Traceerbaarheid in de composteringsinstallatie*

**Art. 31.** § 1. De uitbater voorziet in een systeem voor de monitoring van de bewegingen van de biomaterie en de stoffen bedoeld in artikel 14 en van de compost binnen de composteringsinstallatie. Dat systeem waarborgt de scheiding van de verschillende exploitatiefasen binnen de composteringsinstallatie, alsook de traceerbaarheid m.b.t. de herkomst en de bestemming van de biomaterie, de stoffen en de compost.

§ 2. De uitbater is altijd op de hoogte van de volgende gegevens :

- 1° de plaatsbepaling van elk zwad en van elke partij biomaterie, stoffen en compost;
- 2° de samenstelling van de in productie zijnde zwaden en van de compost;
- 3° de kwalitatieve en kwantitatieve kenmerken van de partijen compost;
- 4° de bestemming van de compost.

§ 3. De uitbater houdt gedurende een periode van vijf jaar een register van de historiek van de partijen compost, waarin hun samenstelling, analysesresultaten en bestemming vermeld staan.

**Art. 32.** De uitbater houdt een register van de aan- en afvoeren van de biomaterie, de stoffen bedoeld in artikel 12, tweede lid, en de compost, waarin dagelijks de volgende gegevens opgenomen worden :

1° wat de aanvoeren betreft :

- a) het volgordenummer;
- b) de datum en het uur;
- c) de aard en de code;
- d) de personalia van de producent, de ophaler en de vervoerder;
- e) het weegbonnummer;
- f) het nettogewicht, indien vastgelegd, en/of de omvang van elke aanvoer;
- g) eventueel de melding van de weigering, alsook van elk evenement i.v.m. de bescherming van het leefmilieu en de veiligheid van de buurt;
- h) desgevallend, het nummer van het vervoersdocument CMR of van elk ander door de uitbater opgemaakt document op grond waarvan de traceerbaarheid van de biomaterie gewaarborgd wordt;

2° wat de afvoeren betreft :

- a) compost waarvan het gebruik door een gebruikscertificaat gedekt is, voldoet aan de regelgeving betreffende compostgebruik op of in de bodems, alsook aan de voorschriften van genoemd certificaat;
- b) zeefweigeringen waarvan het gebruik door een gebruikscertificaat gedekt is, voldoen aan de voorschriften van genoemd certificaat;
- c) voor de overige afvoeren :
  - de aard, de code, het gewicht en de afvoerdatum;
  - de personalia van de vervoerder;
  - de personalia van de bestemming(en) met gewichtsverdeling;
  - het weegbonnummer;
  - desgevallend, het nummer van het vervoer CMR;
  - desgevallend, het bewijs van de wegwerking.

*Afdeling 3. — Monitoring van de composteringsfase*

**Art. 33.** § 1. De nodige maatregelen worden genomen om de kwaliteit en de homogeniteit van de partijen te waarborgen, alsook om, desgevallend, te zorgen voor de naleving van de bepalingen van Verordening (EG) nr. 1774/2002 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten.

§ 2. Er wordt voorzien in een technologische monitoring van de composteringsfase, op zijn minst voor de volgende parameters :

1° de temperatuur (°C), regelmatig genomen en naar gelang van het weer gecontroleerd;

2° de registratie van de historiek van de handelingen zoals, o.a., de omdraaiingen, de verluchting, de toevoeging van water, het zeven.

*Afdeling 4. — Compostcontrole*

**Art. 34.** De op de compost te analyseren parameters liggen vast in de bijzondere voorwaarden.

**Art. 35.** De compost wordt in partijen opgeslagen in de opslagruimte. Elke partij staat gelijk met een hoeveelheid compost die niet groter mag zijn dan 1 000 ton of dan één jaar productie indien de jaarlijkse productie lager is dan 1 000 ton.

**Art. 36.** § 1. De partij is het voorwerp van monsternemingen ten einde een representatief globaalmonster te verkrijgen.

§ 2. De monsternemingen worden uitgevoerd door een laboratorium erkend voor de analyse van afval in het Waalse Gewest overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 betreffende het toezicht op de uitvoering van de bepalingen inzake afval en giftige afval. De monsternemingsattesten worden bewaard door de uitbater en gevoegd bij het register bedoeld in artikel 31, § 3.

§ 3. De uitbater vermeldt de monsternemingen in een register waarin elke partij compost duidelijk geïdentificeerd is door een volgordenummer, de datum van bemonstering en alle nuttige gegevens op grond waarvan ze gemakkelijk opgespoord kan worden in het register bedoeld in artikel 31, § 3.

§ 4. De uitbater vergewist zich ervan dat het globale monster over een voldoende massa beschikt om na homogenisering een reeks van 4 representatieve eindmonsters van de overeenstemmende partij te vormen zodat op elk van die eindmonsters de vereiste analyses in dubbel exemplaar uitgevoerd kunnen worden.

Van elke reeks eindmonsters zijn er twee bestemd voor het laboratorium erkend voor de analyse van afval in het Waalse Gewest overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 betreffende het toezicht op de uitvoering van de bepalingen inzake afval en giftige afval; het derde wordt ter beschikking gesteld van de toezichhoudend ambtenaar en het vierde wordt door de uitbater bewaard. De uitbater vergewist zich ervan dat de monsters bewaard worden in geschikte vaten en in omstandigheden waarin de eigenschappen van de stoffen niet aangetast kunnen worden. Elk vat wordt zorgvuldig verzegeld en voorzien van een etiket met alle nuttige gegevens aan de hand waarvan de partij vlot opgespoord kan worden. Elk vat draagt de handtekening of de paraaf van de uitbater en, desgevallend, van de vertegenwoordiger van het erkende laboratorium. Die monsters worden bewaard gedurende zes maanden, met ingang van de datum van de monsterneming.

**Art. 37.** § 1. De analyses van elk representatief eindmonster van een partij worden uitgevoerd door een laboratorium erkend voor de analyse van afval in het Waalse Gewest overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 betreffende het toezicht op de uitvoering van de bepalingen inzake afval en giftige afval.

§ 2. De analyses hebben betrekking op de parameters bedoeld in de bijzondere voorwaarden.

§ 3. De uitbater zorgt ervoor dat de analyseresultaten in een gerefereerd en getekend bulletin opgenomen worden door het laboratorium erkend voor de analyse van afval in het Waalse Gewest overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 betreffende het toezicht op de uitvoering van de bepalingen inzake afval en giftige afval en dat de voor echt verklaarde analyseresultaten elektronisch aan de administratie overgelegd worden, met inachtneming van het formaat en de modaliteiten die zij bepaalt. De uitbater bewaart het bewijs van die overlegging.

§ 4. De uitbater maakt een jaarlijkse overzichtstabel van de analyseresultaten op naar het model dat door de administratie bepaald wordt.

**Art. 38.** De partijen compost die niet gekenmerkt zijn overeenkomstig bovenbedoelde voorschriften en die van de vergunning mogen gebruikt noch gevaloriseerd worden.

*Afdeling 5. — Informatieverstrekking*

**Art. 39.** § 1. De uitbater legt een jaarrapport aan de administratie over.

Dat rapport bevat op zijn minst de volgende gegevens :

1° voor het referentiejaar :

a) de lijst van de producenten van de biomaterie of stoffen bedoeld in artikel 12, tweede lid, die op de exploitatiesite toegelaten worden;

b) per producent, de hoeveelheden, in nettogewicht indien bepaald en/of volume, van de toegelaten biomaterie of stoffen bedoeld in artikel 12, tweede lid, verdeeld op basis van hun code;

c) de opgeslagen hoeveelheden biomaterie of stoffen bedoeld in artikel 12, tweede lid, naar gewicht en volume, in afwachting van compostering, in compostering en in rijping, alsook de hoeveelheden compost in afwachting van afvoer - op 31 december van het referentiejaar;

- d) per type bestemming - valorisatie of wegwerking-, de afgevoerde hoeveelheid compost;
- e) per partij geproduceerde compost :
  - de resultaten van de analyses;
  - het gewicht;
  - de bestemming;
  - wanneer de compost niet gedekt is door een gebruikscertificaat, de juiste benaming van de bestemmingen - de naam, het adres, het BTW-nummer - en de hoeveelheden afgestaan aan ieder van hen;
- f) de overzichtstabel van de analyses bedoeld in artikel 37, § 4;
- g) voor de overige afvoeren :
  - de aard;
  - het gewicht;
  - de bestemming;
  - de exacte benaming van de bestemmingen;
- h) een omschrijving van de incidenten, ongevallen die zich hebben voorgedaan, alsook van de problemen tegengekomen tijdens bedoelde periode en de gevolgen die daaraan gegeven werden.

§ 2. Het rapport wordt uiterlijk 31 maart van het jaar na het referentiejaar verzonden.

De uitbater legt dat rapport voor overeenkomstig de modaliteiten die door de administratie bepaald worden.

**Art. 40.** De verschillende registers bijgehouden door de uitbater, het arbeidsplan bedoeld in artikel 10, de afschriften van de contracten of overeenkomsten gesloten met andere maatschappijen en de weegbons worden gedurende vijf jaar op de bedrijfszetel bewaard en ter inzage van de toezichthoudend ambtenaar gelegd.

#### *Afdeling 6. — Saneringsplan*

**Art. 41.** § 1. Indien artikel 27, tweede lid, niet in acht genomen wordt, houdt de uitbater zich aan de aanmaningen van de toezichthoudend ambtenaar, met name :

1° eisen dat de uitbater een interventieplan opmaakt. Dat interventieplan wordt binnen dertig dagen verstuurd naar de toezichthoudend ambtenaar, die de uitvoeringstermijnen zal vastleggen;

2° eisen dat de uitbater een saneringsplan opmaakt, met, o.a., een technisch-economisch onderzoek dat de naleving beoogt van de norm bedoeld in artikel 27, tweede lid.

§ 2. Het saneringsplan vermeldt en omschrijft uitvoerig de wijzigingen aan te brengen in de bestaande installaties voor de afvoer- en/of zuivering van de gasachtige effluenten, alsook de technische procédés die aangewend zullen moeten worden om bedoelde doelstelling te halen.

§ 3. Het saneringsplan wordt binnen hoogstens zes maanden aan de bevoegde overheid en aan de toezichthoudend ambtenaar overgelegd.

§ 4. De uitbater vergewist zich ervan dat het saneringsplan voor zijn rekening opgemaakt wordt door een instelling erkend in het kader van de bestrijding van de luchtvervuiling, door een erkende auteur van milieueffectonderzoeken, een firma of een gespecialiseerde instelling.

§ 5. Op basis van het saneringsplan maakt de toezichthoudend ambtenaar een rapport op waarin de termijnen voor de uitvoering van de saneringswerken vermeld worden, en stelt de bevoegde overheid voor om de uit te voeren saneringswerken op te leggen zoals, o.a., wijzigingen in de bestaande installaties en totstandbrenging van bijkomende saneringsinstallaties, en om de uitvoeringstermijn ervan vast te leggen.

#### *Afdeling 7. — Water*

**Art. 42.** De uitbater gebruikt de referentiemethodes voor de monsterneming en de analyse van alle parameters bedoeld in de artikelen 23 en 26. Die methodes worden door het "Institut scientifique de service public" (Openbaar wetenschappelijk instituut) gevalideerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 betreffende de opdracht van referentielaboratorium inzake water, lucht en afval van het "Institut scientifique de service public".

**Art. 43.** Het geloosde water wordt afgevoerd via een controlevoorziening die aan de volgende vereisten voldoet :

1° een vlotte monsterneming van het geloosde water mogelijk maken;

2° vlot toegankelijk zijn, zonder voorafgaande formaliteit;

3° geïnstalleerd zijn op een plek die alle garanties inzake waterhoeveelheid en -kwaliteit biedt.

**Art. 44.** Accidentele lozingen in oppervlaktewater worden meegedeeld aan de toezichthoudend ambtenaar.

Accidentele lozingen in openbare rioleringen worden meegedeeld aan de toezichthoudend ambtenaar en aan de erkende zuiveringsinstelling.

#### HOOFDSTUK VIII. — Zekerheid

**Art. 45.** De zekerheid bedoeld in artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt voor de inrichting geëist en het bedrag ervan zijn in de bijzondere voorwaarden vastgelegd.



HOOFDSTUK IX. — *Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 46.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt aangevuld met een laatste lid, luidend als volgt :

« Indien de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een composteringsinstallatie bedoeld in de rubrieken 90.23.11.02 tot 90.23.11.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid van dit artikel, de gegevens opgenomen in bijlage XXIV bij dit besluit. »

**Art. 47.** Artikel 30 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt aangevuld met een laatste lid, luidend als volgt :

« Indien de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een composteringsinstallatie bedoeld in de rubrieken 90.23.11.02 tot 90.23.11.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid van dit artikel, de gegevens opgenomen in bijlage XXIV bij dit besluit. »

**Art. 48.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage XXIV, luidend als volgt :

## « Bijlage XXIV

In zijn vergunningsaanvraag bepaalt de uitbater :

1° de verdeling, in volume en bezette grondoppervlakte, van de biomaterie en compost opgeslagen in de verschillende ruimtes bedoeld in artikel 6, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de composteringsinstallaties wanneer de opgeslagen hoeveelheid stof 500 m<sup>3</sup> of meer bedraagt.

Die gegevens worden overgelegd op basis van onderstaande tabel.

Ruimtes	Volume (m <sup>3</sup> )*	Bezette oppervlakte (m <sup>2</sup> )*
Voorbehandelingsruimte		
Composteringsruimte buiten rijping		
Composteringsruimte bestemd voor de rijping		
Zeefruimte		
Opslagruimte voor de compost		

\* : Maximumvolumes en -oppervlaktes die mogelijk nodig zijn om in te spelen op de productiebehoeften van het geheel van de composteringsinstallatie.

2° de lijst van de biomaterie bedoeld in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de composteringsinstallaties wanneer de opgeslagen hoeveelheid stof 500 m<sup>3</sup> of meer bedraagt en, desgevallend, de biomaterie die niet opgenomen is in dezelfde bijlage;

3° de lijst van de biomaterie bedoeld in artikel 12, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de composteringsinstallaties wanneer de opgeslagen hoeveelheid stof 500 m<sup>3</sup> of meer bedraagt en het bewijs van het nut ervan.

De uitbater maakt een geurbeheersplan op en voegt het bij zijn vergunningsaanvraag. Dat plan omschrijft hoe de gasachtige effluënten van de composteringsinstallatie worden afgevoerd met inachtneming van de bepalingen van artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de composteringsinstallaties wanneer de opgeslagen hoeveelheid stof 500 m<sup>3</sup> of meer bedraagt.

Dat rapport bevat op zijn minst de volgende gegevens :

- een volledige inventaris van de immissiebronnen;
- de maatregelen genomen ter beperking van de noemenswaardige hinder die door een bron of een behandeling veroorzaakt kunnen worden;
- de technische beschrijving van de zuiveringsinstallaties;
- het onderhoudsplan voor de zuiveringsinstallaties;
- een geurverspreidingsonderzoek waaruit blijkt dat voldaan is aan de bepalingen van artikel 27, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de composteringsinstallaties wanneer de opgeslagen hoeveelheid stof 500 m<sup>3</sup> of meer bedraagt. »

**Art. 49.** De bepalingen van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater zijn niet meer toepasselijk op de inrichtingen bedoeld in dit besluit.

**Art. 50.** Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra het in werking treedt.

In afwijking van het eerste lid :

1° is artikel 6, § 1, laatste zin, niet van toepassing op de bestaande inrichtingen die over een goed afgebakende toegangsweg beschikken;

2° maakt de uitbater van een bestaande inrichting binnen negen maanden na de inwerkingtreding van dit besluit een geurbeheersplan op zoals bedoeld in bijlage XXIV bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, met uitzondering van het geurverspreidingsonderzoek.

Artikel 27, tweede lid, is ook van toepassing op de bestaande inrichtingen waarvan de vergunning een strengere geurnorm oplegt.

**Art. 51.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juni 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

---

Bijlage I

02 Afval van landbouw, tuinbouw, aquacultuur, bosbouw, jacht en visserij, alsook van de voedingsbereiding en -verwerking.

**02 01 Afval van landbouw, tuinbouw, aquacultuur, bosbouw, jacht en visserij.**

02 01 03 Afval van plantaardige weefsels.

02 01 06 Dierlijke feces, urine en mest (inclusief gebruikt stro), afvalwater, gescheiden ingezameld en elders verwerkt.

02 01 07 Afval van de bosbouw.

02 01 99 Niet elders gespecificeerd afval. (composteerbaar organisch gedeelte).

**02 02 Afval van de bereiding en verwerking van vlees, vis en ander voedsel van dierlijke oorsprong.**

02 02 04 Slib van afvalwaterbehandeling ter plaatse.

02 02 99 Niet elders gespecificeerd afval. (feces en natuurlijke meststof).

**02 03 Afval van de bereiding en verwerking van fruit, groente, granen, spijsoolie, cacao, koffie, thee en tabak, de productie van conserven, de productie van gist en gistextract en de bereiding en fermentatie van melasse.**

02 03 01 Slib van wassen, schoonmaken, pellen, centrifugeren en scheiden.

02 03 03 Afval van oplosmiddelenextractie.

02 03 04 Materiaal ongeschikt voor consumptie of verwerking.

02 03 05 Slib van afvalwaterbehandeling ter plaatse.

02.03.99 Niet elders gespecificeerd afval (filterresiduen).

**02 04 Afval van de suikerverwerking.**

02 04 02 Afgekeurd calciumcarbonaat.

02 04 03 Slib van afvalwaterbehandeling ter plaatse.

02.04.99 Niet elders gespecificeerd afval (kiemwortels, droesem, melasse, pulpresiduen, voor diervoeder ongeschikte bieten).

**02 05 Afval van de zuivelindustrie.**

02 05 01 Materiaal ongeschikt voor consumptie of verwerking.

02 05 02 Slib van afvalwaterbehandeling ter plaatse.

02.05.99 Niet elders gespecificeerd afval (filterresiduen).

**02 06 Afval van bakkerijen en de banketbakkersindustrie.**

02 06 01 Materiaal ongeschikt voor consumptie of verwerking.

02 06 03 Slib van afvalwaterbehandeling ter plaatse.

02.06.99 Niet elders gespecificeerd afval (filterresiduen).

**02 07 Afval van de productie van alcoholische en niet-alcoholische dranken (exclusief koffie, thee en cacao).**

02 07 01 Afval van wassen, schoonmaken en mechanische bewerking van de grondstoffen.

02 07 02 Afval van de distillatie van alcoholische dranken.

02 07 04 Materiaal ongeschikt voor consumptie of verwerking.

02 07 05 Slib van afvalwaterbehandeling ter plaatse.

02.07.99 Niet elders gespecificeerd afval (filterresiduen).

**03 Afval van de houtverwerking en de productie van panelen en meubelen, alsmede van pulp, papier en karton.**

03 01 Afval van de houtverwerking en de productie van panelen en meubelen.

03 01 01 Schors- en kurkafval.

03 01 05 Niet onder rubriek 03 01 04 vallend zaagsel, schaafsel, spaanders, hout, spaanplaat en fineer.

**03 03 Afval van de productie en verwerking van pulp, papier en karton.**

03 03 01 Schors- en kurkafval.

03 03 07 Mechanisch afgescheiden rejets afkomstig van de verpulping van papier- en kartonafval.

03 03 08 Afval van het scheiden van voor recycling bestemd papier en karton.

03 03 10 Onbruikbare vezels en door mechanische afscheiding verkregen vezel-, vulstof- en coatingslib.

03 03 11 Niet onder rubriek 03 03 10 vallend slib van afvalwaterbehandeling ter plaatse.

**04 Afval van de leer-, bont- en textielindustrie.**

04 01 Afval van de leer- en bontindustrie.

04 01 01 Schraapafval.

04 01 02 Loogafval.

04 01 07 Chroomvrij slib, met name van afvalwaterbehandeling ter plaatse.

04.01.99 Niet elders gespecificeerd afval (runderhaar).

**04 02 Afval van de textielindustrie.**

04 02 10 Organisch afval van natuurlijke producten (bijv. vet en was).

04 02 20 Niet onder rubriek 04 02 19 vallend slib van afvalwaterbehandeling ter plaatse.

04 02 21 Afval van onverwerkte textielvezels.

**17 Bouw- en sloopafval (inclusief afgegraven grond van verontreinigde locaties).**

17 02 Hout, glas en kunststof.

17 02 01 Hout.

**19 Afval van installaties voor afvalbeheer, off-site waterzuiveringsinstallaties en de bereiding van voor menselijke consumptie bestemd water en water voor industrieel gebruik.**

19 08 Niet elders genoemd afval van afvalwaterzuivering.

19 08 05 Slib van de behandeling van stedelijk afvalwater.

19 08 12 Niet onder rubriek 19 08 11 vallend slib van de biologische zuivering van industrieel afvalwater.

19 08 14 Niet onder rubriek 19 08 13 vallend slib van andere behandelingen van industrieel afvalwater.

**19 09 Afval van de bereiding van voor menselijke consumptie bestemd water en water voor industrieel gebruik.**

19 09 02 Waterzuiveringsslib.

19 09 03 Onthardingsslib.

**19 12 Afval van niet elders genoemde mechanische afvalverwerking (bijv. sorteren, breken, verdichten, palletiseren).**

19 12 07 Niet onder rubriek 19 12 06 vallend hout.

**20 Stedelijk afval (huishoudelijk afval en soortgelijk bedrijfsafval, industrieel afval en afval van instellingen) inclusief gescheiden ingezamelde fracties.**

20 01 Gescheiden ingezamelde fracties (exclusief 15 01).

20 01 08 Biologisch afbreekbaar keuken- en kantineafval.

20 01 38 Niet onder rubriek 20 01 37 vallend hout.

20 01 99 Niet elders gespecificeerd afval (groen afval).

**20 02 Tuin- en plantsoenafval (inclusief afval van begraafplaatsen).**

20 02 01 Biologisch afbreekbaar afval.

**20 03 Overig stedelijk afval.**

20 03 02 Marktafval.

20 03 99 Niet elders gespecificeerd stedelijk afval (groen afval).

**20 96 Overig huishoudelijk afval.**

20 96 62 Composteerbare of voor biogaswinning geschikte fractie ruw afval.

20 96 99 Niet elders gespecificeerd afval (groen afval).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de composteringsinstallaties wanneer de opgeslagen hoeveelheid stoffen 500 m<sup>3</sup> of meer bedraagt en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Namen, 18 juni 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN